

Repenser les Stratégies Nucléaires

Continuités et Ruptures

Un hommage à Lucien Poirier



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · New York · Oxford · Wien

« Enjeux internationaux »

Vol. 46

L'étude des relations internationales, tout particulièrement dans le champ historique, est issue d'une histoire diplomatique largement renouvelée à travers la prise en compte des forces profondes telles que les a jadis définies Pierre Renouvin. Elle place les États et ceux qui sont chargés de définir et de mettre en œuvre leur politique, au cœur de la vie internationale. Selon cette conception, les États conduisent leur action en jouant sur la palette des moyens les plus divers sur lesquels ils peuvent s'appuyer, tels que l'économie ou la culture, et qui agissent ou interagissent les uns par rapport aux autres.

La démultiplication des champs d'analyse de la vie internationale se développe ainsi tout au long du XX^e siècle, mais est l'objet d'un nouveau regard en ces temps de mondialisation. Cette dernière, contemporaine du développement des analyses néo-libérales depuis les années 1980, témoigne tout à la fois de la prise de conscience de la démultiplication des acteurs en présence – ONG, entreprises multinationales par Exemple – et de la large autonomie d'action de ces multiples acteurs.

La collection se veut représentative de ces perspectives renouvelées et de leur impact sur les recherches actuelles. Sans abandonner l'étude des relations internationales centrées sur les États, elle cherche à mieux appréhender la diversité des segments qui composent le champ international et le mode de relations entre ces derniers : de l'enjeu que constitue le sport à celui de l'usage de la mémoire coloniale. Elle s'adresse ainsi aux universitaires et analystes souhaitant interroger les grandes thématiques du siècle dernier au service d'une réflexion sur le présent.

Directeurs de la collection :

M. Éric BUSSIÈRE, *Professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne*

M. Michel DUMOULIN, *Professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL), responsable du Groupe d'études d'histoire de l'Europe contemporaine*

M. Sylvain SCHIRMANN, *Professeur d'histoire contemporaine, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg*

Thomas MESZAROS (dir.)

Repenser les Stratégies Nucléaires

Continuités et Ruptures

Un hommage à Lucien Poirier

Enjeux internationaux
Vol. 46

L'insoutenable légèreté de la chance : trois sources d'excès de confiance dans la possibilité de contrôler les crises nucléaires¹

Benoit PELOPIDAS²

Le 25 novembre 2016, Fidel Castro décède. Il était le dernier chef d'État vivant ayant participé à la crise nucléaire de 1962, largement considérée comme le moment où l'humanité a été la plus proche de la guerre nucléaire. Avec lui, nous avons perdu un lien direct avec l'expérience de la peur intense d'une guerre nucléaire imminente ainsi que l'enseignement du rôle crucial de la chance dans la préservation du monde contre la dévastation nucléaire. Désormais, notre interprétation du danger de la crise la plus dangereuse de l'histoire de l'ère nucléaire est radicalement détachée de l'expérience directe au plus haut niveau de décision.

Parallèlement, tous les États dotés d'armes nucléaires élaborent de vastes programmes pour renforcer leurs capacités d'armement nucléaire, les tensions entre la Russie et l'Occident restent élevées, et l'actuel pré-

¹ Cette contribution est une traduction et une mise à jour de l'article initialement publié en anglais sous le titre « The unbearable lightness of luck : Three sources of overconfidence in the manageability of nuclear crises » paru dans *European Journal of International Security*, vol. 2, n° 2, juin 2017, p. 240-262. Nous remercions les presses universitaires de Cambridge, notamment Timothy Edmunds, d'avoir accepté la reproduction de cet article dans ce volume. La traduction de ce texte a été assurée par Clarisse Marion. Merci également à Fabien Despinasse et Antony Dabila pour leurs relectures respectives. Un merci sans commune mesure à Roxana Vermel pour avoir repris et harmonisé la traduction. Cette publication a été rendue possible par le financement du Conseil Européen de la Recherche dans le cadre d'un starting grant NUCLEAR et par la chaire d'excellence en études de sécurité Sciences Po/USPC.

² Nous tenons à remercier Philippe Gallois, Pierre Hassner, le général Claude Le Borgne, l'ambassadeur Gabriel Robin et Maurice Vaïsse pour le temps qu'ils m'ont accordé très tôt dans notre recherche. M. Gallois mérite des remerciements particuliers pour avoir partagé des documents avec moi. Nous tenons également à remercier Lyndon Burford, Bill Burr, James Cameron, Lynn Eden, Nicolas Guilhot, David Holloway, Jacques Hymans, Venance Journé, Garret Martin, Leopoldo Nuti, Laura Stanley et les participants aux séminaires du Woodrow Wilson Center for Scholars, CISAC, Stanford University, La Sorbonne Nouvelle et le Groupe de travail sur les insécurités nucléaires de l'Université de Bristol. Grey Anderson, Barton Bernstein, Sébastien Philippe et Jutta Weldes méritent des remerciements spéciaux pour leurs commentaires scrupuleux et précis sur plusieurs brouillons... sur plusieurs années. Nous sommes reconnaissant à Georges Le Guelte qui soutient notre travail depuis 2009.

sident américain est soupçonné par certains d'être plus enclin à utiliser l'arme nucléaire que ses prédécesseurs³. Dans un tel contexte, cet article propose une analyse plus large de nos croyances sur la capacité de contrôler les armes nucléaires et de gérer les crises nucléaires sur la base de l'étude de la « crise des missiles de Cuba » (ci-après nommée la Crise).

Cette crise, qui est aujourd'hui largement considérée comme le moment où l'humanité a été la plus proche de la guerre nucléaire, est un cas d'étude essentiel pour évaluer les effets de peur induits par les armes atomiques et pour comprendre la possibilité d'un apprentissage dans le domaine nucléaire⁴.

« Apprendre » dans ce contexte signifie apprendre de l'histoire et suppose que l'interprétation des événements clés de l'ère nucléaire joue un rôle décisif dans le comportement des décideurs en situation de crise⁵. Notre compréhension de l'apprentissage repose sur les prémisses suivantes. Premièrement, nous acceptons l'hypothèse selon laquelle l'expérience nationale est une source majeure d'apprentissage⁶. Deuxièmement, nous acceptons la conclusion de la littérature qui décrit l'excès de confiance

³ Dix anciens officiers chargés des missiles nucléaires ont écrit une lettre ouverte au *Washington Post* avant l'élection expliquant que : « Les pressions que le système exerce sur cette personne sont stupéfiantes et requièrent un sang-froid, une capacité de jugement, une retenue et une habileté diplomatique énormes. Donald Trump n'a pas ces qualités de leadership. Disponible sur : <http://asserts.documentcloud.org/documents/3141707/Read-the-letter-from-former-nuclear-launch.pdf> (consulté le 26 novembre 2016) ; Bruce Blair, « Trump and the nuclear keys », *New York Times* (12 October 2016), disponible sur : http://www.nytimes.com/2016/10/12/opinion/trump-and-the-nuclear-keys.html?_r=1.

⁴ Hans Kristensen, Robert Norris, « The Cuban Missile Crisis : a nuclear order of battle, October and November 1962 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 68 :6, 2012, p. 2, Don Munton, « Hits and myths : the essence, the puzzles and the Missile Crisis », *International Relations*, vol. 26, n° 3 (2012), p. 305 ; Jean-Yves Haine, *Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés ?*, Paris, Payot, 2004, p. 203 ; Jean Hershberg, « The Cuban Missile Crisis », chez Melvyn Leffler, Odd Arne Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War, Volume II : Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 65. Paul Nitze considérait la crise de Berlin comme encore plus dangereuse. Ray S. Cline est l'un de ceux qui, aux États-Unis, soutiennent que le danger de la crise des missiles de Cuba a été surestimé et qu'il est, dans l'ensemble, assez minime. Ces deux jugements ont été formulés avant les principales découvertes des années 1990 examinées à la section 1. Ray S. Cline, « The Cuban Missile Crisis », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 4, 1989. Merci à Leopoldo Nuti pour m'avoir fait connaître cet article.

⁵ Yuen Foong Khong, *Analogies at War : Korea, Munich, Bien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton, Princeton University Press, 1992 ; Richard Neustadt, Ernest R. May, *Thinking in Time : The Uses of History for Decision Makers*, New York, Free Press, 1988 ; Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, ch. 6.

⁶ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics, op. cit.*, ch. 6.

comme une source de risques accrus⁷. Troisièmement, nous considérons qu'un apprentissage international partagé sur les limites du contrôle des armes nucléaires est une condition préalable importante pour une prise de décision plus éclairée et des délibérations publiques à ce sujet⁸. En conséquence de ces trois prémisses, nous considérons l'absence d'apprentissage, ou les formes de mémoire qui nient systématiquement le rôle de la chance et favorisent l'excès de confiance, comme contribuant au danger nucléaire⁹. Le fait que l'apprentissage soit rare ne rend pas son absence moins problématique ou étonnante.

Le problème central de cet article est le suivant : les analyses les plus récentes de la Crise soulignent la sous-estimation du danger à l'époque, les limites du contrôle sur les armes nucléaires et le rôle de la chance son issue pacifique. Cependant, toutes les communautés politiques et universitaires n'ont pas pris ces idées au sérieux. L'insoutenable légèreté de la chance semble constamment échapper au processus d'apprentissage¹⁰. Cet article explore trois raisons à cet échec d'apprentissage, en se concentrant sur les facteurs idéationnels. Nous ne nions pas le rôle des dynamiques institutionnelles et bureaucratiques dans l'enracinement des représentations liées aux armes nucléaires, qui seront explorées dans un essai ultérieur, mais nous ne les analysons pas ici. Rester sur le plan des idées accentue la responsabilité des chercheurs et des analystes à travailler au nom de la protection contre l'excès de confiance, sans attendre un changement structurel ou institutionnel¹¹.

Des formes d'apprentissage qui favorisent l'excès de confiance ont été documentées au travers de cas nationaux. En Inde et au Pakistan, comme

⁷ Dominic Johnson lie la confiance excessive au déclenchement de la guerre dans *Overconfidence and War : The Havoc and Glory of Positive Illusions*, Cambridge, Harvard University Press, 2004. Dans le domaine de la sécurité informatique, Donald McKenzie a montré que « plus on croit qu'un système est sûr, plus les accidents qu'il connaîtra seront catastrophiques », Donald McKenzie, « Computer-related accidental death : an empirical exploration », *Science and Public Policy*, 24 :1, 1994, p. 246. Cette notion a été appliquée aux armes nucléaires par Éric Schlosser dans *Command and Control*, New York, Allen Lane, 2013, p. 313.

⁸ Jeffrey W. Knopf, « The concept of nuclear learning », *Nonproliferation Review*, vol. 19, n° 1, 2012, p. 81 et « The importance of international learning », *Review of International Studies*, vol. 29, n° 2, 2003.

⁹ Dans les travaux précurseurs, il faut inclure ici Richard Ned Lebow, *Nuclear Crisis Management : A Dangerous Illusion*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

¹⁰ Daniel Kahneman décrit comment les biais heuristiques nous conduisent à l'excès de confiance comme déni du rôle de la chance dans *Thinking Fast and Slow*, New York, Penguin, 2011, part III.

¹¹ Sur la responsabilité des chercheurs spécialisés dans les armes nucléaires, voir Benoît Pelopidas, « Nuclear weapons scholarship as a case of self-censorship in security studies », *Journal of Global Security Studies*, vol. 1, n° 4, 2016, p. 326-336 et notre conclusion dans ce volume.

le remarquent Russel Leng et S. Paul Kapur : « l'apprentissage qui s'est produit a été en grande partie dysfonctionnel et dangereusement belliqueux »¹². Aux États-Unis, Richard Rhodes, lauréat du prix Pulitzer et analyste de longue date de la politique américaine en matière d'armes nucléaires, a observé : « malgré plusieurs accidents évités de justesse [...] personne au pouvoir ne croit que (les armes nucléaires) peuvent exploser, et tout le monde veut jouer avec elles comme des chasseurs de trésors se vautrant dans une chambre forte remplie de pièces d'or entourée de scorpions qui la protègent, comme des enfants découvrant le fusil chargé que leurs parents ont négligé de cacher. »¹³ Contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni, les deux autres États membres de l'OTAN dotés de l'arme nucléaire, la France a reçu relativement peu d'attention. En s'appuyant sur des sources primaires non exploitées pour éclairer ce cas moins connu, l'article suivant identifie et explique les limites de l'apprentissage nucléaire français.

Dans ce contexte, la situation de la France est pertinente pour deux raisons. Tout d'abord, comme l'a montré avec éloquence Béatrice Heuser : « si les armes nucléaires ont une dimension métaphysique pour les autres puissances nucléaires, elle est la plus développée en France »¹⁴. La France manifeste, avec une acuité particulière, certaines des sources de confiance excessive dans le contrôle des armes que l'on peut retrouver chez les pays dotés de l'arme nucléaire. Si les dirigeants de tous les États dotés ont tendance à se présenter comme des gardiens responsables de leurs arsenaux nucléaires, la France se démarque par l'affichage public de confiance en un bilan en matière de sécurité et de sûreté jugé parfait. Le 1^{er} mai 2015, l'ambassadeur de France, Jean-Hugues Simon-Michel s'est exprimé devant la Grande Commission I de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération sur la possibilité d'emploi non intentionnel des armes nucléaires françaises. Deux semaines auparavant, il avait fait le tour de la base aérienne de Luxeuil et de ses anciennes installations de stockage d'armes. « Ceux qui étaient là se seront rendus compte par eux-mêmes que le risque d'usage non intentionnel n'existe pas »¹⁵, a-t-il affirmé. Cet article traite une telle expression publique de confiance dans le contrôle

¹² S. Paul Kapur, « Revisionist ambitions, conventional capabilities and nuclear instability : Why nuclear South Asia Is not like Cold War Europe », in Scott Sagan (dir.), *Inside Nuclear South Asia*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 202, citant en partie Russel Leng (notre traduction).

¹³ Richard Rhodes, « Absolute power », *New York Times Sunday Book Review*, 21 mars 2014 (notre traduction).

¹⁴ Béatrice Heuser, *Nuclear Mentalities ? Strategies and Beliefs in Britain, France and the FRG*, London, Palgrave, 1998, p. 75 (notre traduction).

¹⁵ Jean-Hugues Simon-Michel, déclaration devant la Grande Commission I, Conférence d'examen du TNP en 2015, disponible sur : <https://cd-geneve.delegfrance.org/IMG/>

des armes nucléaires comme une énigme et analyse comment une telle déclaration est devenue possible et acceptable. Deuxièmement, il existe très peu d'études sur l'expérience française et la mémoire de la Crise. En termes d'historiographie, la plupart des recherches sur la Crise rapportent encore l'histoire d'une confrontation bipolaire et ignorent la perspective et la capacité d'agir des acteurs autres que les États-Unis et l'URSS, Cuba inclus¹⁶.

La littérature limitée sur la France ignore la plupart des sources primaires et secondaires analysées dans cet article : mémoires récemment publiées, documents d'archives déclassifiés, témoignages d'anciens décideurs politiques et militaires de haut niveau, représentations de la Crise dans les médias français, publications militaires et intellectuelles spécialisées et manuels scolaires pour les élèves du secondaire¹⁷. En général, peu de textes ont été publiés sur la mémoire des épisodes clés de l'ère nucléaire

pdf/discours_1er_pilier_final.pdf?949/82f3991565db29b01b70c79ffa307ab32395f dc4 (consulté le 2 décembre 2018), p. 3.

¹⁶ Cette littérature est trop abondante pour être citée ici. James Hershberg distingue trois vagues dans l'étude de la Crise et voit l'émergence d'un travail qui tente de l'analyser comme un événement mondial. La première vague s'est concentrée sur les États-Unis et une seconde inclut une perspective soviétique et cubaine. Christian Ostermann, James Hershberg (dir.), « The global Cuban Missile Crisis at 50 : New evidence from behind the Iron, Bamboo, and Sugarcane Curtains, and beyond », *Cold War International History Project Bulletin*, 17/18, 2012, p. 7. Un des efforts de la « troisième vague » est celui de Renata Keller : « Latin American Cuban Missile Crisis », *Diplomatic History*, vol. 39, n° 2, 2015. Cependant, les publications autour du 50^e anniversaire de la crise montrent que la « première vague » reste hégémonique. Sheldon Stern, *The Cuban Missile Crisis in American Memory : Myths and Realities*, Stanford, Stanford University Press, 2012 ; David Coleman, *The Fourteenth Day : JFK and the Aftermath of the Cuban Missile Crisis*, New York, W. W. Norton, 2012 ; et David Gibson, *Talk at the Brink : Deliberation and Decision during the Cuban Missile Crisis*, Princeton, Princeton University Press, 2012. Les exceptions et les premières mises en garde pour aller au-delà des deux premières vagues sont Jutta Weldes et Mark Laffey, « Decolonizing the Cuban Missile Crisis », *International Studies Quarterly*, vol. 52, n° 3, 2008.

¹⁷ Les publications en français qui ne sont pas prises en compte par les études existantes sur la Crise en anglais comprennent : Alain Joxe, « La crise de Cuba ; entraînement contrôlé vers la dissuasion réciproque », *Stratégie*, n° 1, été 1964 ; Alain Joxe, *Socialisme et crise nucléaire*, Paris, L'Herne, 1973 ; Claude Delmas, *Cuba : De la révolution à la crise des fusées*, Brussels, Complexe, 2006 (orig. pub. 1982), p. 119-164 ; Gabriel Robin, *La crise de Cuba : Du mythe à l'histoire*, Paris, IFRI/Economica, 1984 ; Manuela Semidei, *Kennedy et la révolution cubaine : Un apprentissage politique ?*, Paris, Julliard 1962 ; Vincent Touze, *Missiles et décisions : Kennedy, Khrouchtchev et Castro et la crise de Cuba d'octobre 1962*, Paris, André Versailles, 2012 ; Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba*, Paris, Armand Colin, 1993 ; Maurice Vaisse, « France et la crise de Cuba », *Histoire, Economie et Société*, vol. 13, n° 1, 1994. En 2006, une notice sur la Crise dans Claire Andrieu, Philippe Braud, Guillaume Piketty (dir.), *Dictionnaire de Gaulle*, Paris, Bouquins, 2006.

en France, et leur impact sur l'approche française en matière de sécurité et de sûreté nucléaires, ainsi que des futurs nucléaires possibles¹⁸.

En se penchant sur la difficile question de savoir pourquoi les découvertes sur le rôle de la chance dans l'issue de la Crise, jamais réfutées de manière adéquate, n'ont pas été intégrées dans l'ensemble des connaissances reconnues sur l'histoire et la politique nucléaires, cet article entend faire trois contributions. Premièrement, l'accent sur les nouvelles sources primaires françaises est pertinent pour les études de sécurité ainsi que pour les décideurs politiques, étant donné les fréquentes conceptions erronées sur les dynamiques nucléaires. Les chercheurs qui travaillent sur le nucléaire au sein des études de sécurité extrapolent trop souvent des théories de façon injustifiée, se fondant sur des sources primaires rares ou inexistantes et des hypothèses latentes relatives à l'existence d'une compréhension partagée du danger, des causes et des conséquences de la « crise la plus dangereuse de l'âge nucléaire » sont largement répandues dans les milieux occidentaux de la politique nucléaire¹⁹. Deuxièmement, et par conséquent, l'article aborde une hypothèse généralisée d'automaticité liant la présence d'armes nucléaires à un effet dissuasif induit par la peur. Dans la littérature sur la dissuasion, centrée sur l'acquisition d'armes nucléaires comme seul seuil significatif, Vipin Narang a qualifié cette hypothèse de « biais existentiel ». Dans son passage en revue de la littérature sur les armes nucléaires, Daniel Deudney place ce biais dans la tradition de « l'étatisme de la dissuasion automatique »²⁰. En effet, il traverse le clivage politique suscité par la désirabilité du désarmement nucléaire. Du côté anti-désarmement, Susan Martin a récemment résumé la question en ces termes : « Les armes nucléaires ne peuvent pas être dépouillées de leur valeur dissuasive stratégique » puisque cette dernière « découle de leurs

¹⁸ Cela est compatible avec le programme fructueux des études de la mémoire aussi bien en Relations internationales qu'en Histoire Mondiale. Voir Patrick Finney, « The ubiquitous presence of the past ? Collective memory and international history », *The International History Review*, vol. 36, n° 3, 2014. Pour la connexion entre les interprétations du passé et les attentes sur les possibles futurs, voir Benoît Pelopidas, « The oracles of proliferation », *Nonproliferation Review*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 300-301, 308-309 et Pelopidas, « Nuclear weapons scholarship ».

¹⁹ Sur le premier aspect, voir Vipin Narang, « The Use and Abuse of Large-n Methods in Nuclear Studies », Forum H-Diplo/ISSF 2 (2014), disponible à : <https://issforum.org/ISSF/PDF/ISSF-Forum-2.pdf> (consulté le 2 décembre 2018) et Benoît Pelopidas, « Renunciation : Reversal and rollback », chez Joseph Pilat, Nathan Busch (dir.), *Routledge Handbook of Nuclear Proliferation and Policy*, London, Routledge, 2015.

²⁰ Vipin Narang, *Nuclear Strategy in the Modern Era : Regional Powers and International Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 3 ; Daniel Deudney, *Bounding Power : Republican Security Theory from the Polis to the Global Village*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 246.

caractéristiques matérielles »²¹. Comme le résume bien James Lebovic, dans cette lignée, l'effet dissuasif ne résulte pas d'un calcul rationnel, mais de la peur : « la dissuasion existentielle tire son pouvoir du monde non rationnel de la peur »²². Du côté pro-désarmement, les partisans de la « dissuasion nucléaire virtuelle » ou de la « dissuasion sans arme » doivent souscrire à une version encore plus radicale de cette idée pour que leur concept ait un sens. Dans leur cas, les armes n'ont même pas besoin d'être assemblées pour dissuader, leur existence et la peur qu'elles déclenchent n'ont besoin d'exister que dans l'esprit des dissuadés²³. En d'autres termes, que ce soit dans un objectif de dissuasion ou dans un objectif de désarmement, la simple présence d'armes nucléaires (physiques ou virtuelles) devrait inspirer la peur en raison de leur capacité de destruction. Une telle dynamique, si elle est acceptée, limite clairement la possibilité de réévaluer ces armes. Autrement dit, la valeur des armes nucléaires serait irréductiblement déterminée par la physique de la dévastation nucléaire et non affectée par des facteurs sociaux et politiques. Compte tenu de la position française au milieu du champ de bataille européen pressenti pour la guerre nucléaire à venir des années 1960, s'il s'avère que l'expérience française et la mémoire de la Crise ne sont pas du tout marquées par la peur, cette hypothèse largement répandue sur l'automaticité de l'effet de la présence d'armes nucléaires sera remise en question.²⁴ Par conséquent, la valorisation des armes nucléaires sera revue comme un processus construit socialement et historiquement, irréductible à la seule capacité de destruction²⁵. Troisièmement, cette étude empirique du cas français répond à l'invitation de Nick Ritchie d'étudier les « régimes de valeur » des armes nucléaires au-delà de cette étude de cas de référence du Royaume-Uni²⁶. Elle contribue également à une littérature grandissante sur la peur nucléaire

²¹ Susan Martin, « The continuing value of nuclear weapons : a structural realist analysis », *Contemporary Security Policy*, vol. 34, n° 1, 2013, p. 188, 174 (notre traduction).

²² James Lebovic, *Deadly Dilemmas : Deterrence in US Nuclear Strategy*, New York, Columbia University Press, 1990, p. 193 (notre traduction).

²³ Les partisans contemporains de la dissuasion nucléaire virtuelle comprennent Sidney Drell et Raymond Jeanloz, « Nuclear deterrence in a world without deterrence », in George Shultz, Sidney Drell, James Goodby (dir.), *Deterrence : Its Past and its Future*, Stanford, Hoover Institution Press, 2011. Les travaux pionniers sont Michael Mazarr, « Virtual nuclear arsenals », *Survival*, vol. 37, n° 3, 1995 et Jonathan Schell, *The Abolition*, New York, Knopf, 1984.

²⁴ Pour une étude comparative dans ce sens, cf. Benoît Pelopidas, « Quelle(s) révolution(s) nucléaire(s) ? », in Benoît Pelopidas, Frédéric Ramel (dir.), *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

²⁵ Nick Ritchie, « Valuing and devaluing nuclear weapons », *Contemporary Security Policy*, vol. 34, n° 1, 2013.

²⁶ *Ibid.*, p. 166.

et l'anxiété atomique qui n'a pas documenté l'expérience française en détail ni consulté les sources primaires en langue française²⁷.

Le reste de cet article est divisé en cinq parties. Nous passons d'abord en revue la littérature la plus récente sur la Crise, avec des preuves montrant que la situation était en fait extrêmement dangereuse et que son issue pacifique ne peut être réduite à une gestion de crise réussie et pleinement informée. L'utilisation des armes nucléaires a été évitée à l'automne 1962 non pas seulement par la modération du président Kennedy et de Nikita Khrouchtchev, mais suite aux décisions prises par des opérateurs nucléaires individuels, dans des conditions d'informations incomplètes ou incorrectes. J'identifie ensuite trois raisons pour lesquelles cette interprétation, renforcée au cours des trois dernières décennies et jamais réfutée de façon convaincante, n'est toujours pas totalement intégrée dans la recherche et le discours public : 1) des pratiques rhétoriques d'incohérence aux niveaux épistémique et pratique qui reconnaissent le rôle de la chance mais ne le traitent pas de manière adéquate et le ramènent indûment dans le domaine de la contrôlabilité ; 2) un rejet disciplinaire de la pensée contrefactuelle comme pratique de recherche légitime et 3) la mémoire d'une expérience idiosyncratique de la Crise exempte de peur. Nous montrons ainsi qu'il est historiquement inexact et politiquement imprudent de s'attendre à ce que la confirmation *post-facto* par les analystes du danger encouru à l'époque entraîne un processus d'apprentissage adapté de la part des décideurs et du public, et nous concluons en soulignant les implications de cet argument pour la recherche historique et les études de sécurité.

La dernière évaluation de la possibilité de l'utilisation des armes nucléaires pendant la crise des missiles de Cuba

Bien que les discussions sur les dangers de la Crise se poursuivent, les recherches de ces trois dernières décennies ont permis de tirer des conclusions convaincantes sur les conséquences du rôle de la chance dans son issue. Elles établissent que cette dernière a été le produit d'une information partielle, de perceptions erronées, des limites de la sûreté, du système de commandement et du contrôle présidentiel sur les armes nucléaires, ainsi que de la possibilité d'accidents. Comme l'a conclu une revue de littérature de 2015, « si tout le monde s'était arrêté de faire des recherches sur [...] la crise dans les années 1980, notre conscience des risques d'une guerre

²⁷ Spencer Weart, *The Rise of Nuclear Fear*, Harvard, Harvard University Press, 2012 ; Franck Sauer, *Atomic Anxiety : Deterrence, Taboo and the Non-Use of U.S. Nuclear Weapons*, London, Palgrave MacMillan, 2015.

nucléaire serait grandement diminuée. Si nous avons choisi de tirer des leçons sur la base de nos connaissances, nous en aurions certainement tiré les mauvaises »²⁸.

Premièrement, les limites de la connaissance des dirigeants politiques au sujet des armes nucléaires pendant la Crise ont été révélées. Par exemple, l'administration Kennedy sous-estimait massivement le nombre de troupes soviétiques à Cuba, ignorant qu'elles pouvaient tirer des armes tactiques basées à Cuba et que Castro poussait activement les Soviétiques à être plus agressifs²⁹. Les membres de l'Excomm, nous le savons désormais, n'ont pas été informés lorsque le commandant du Strategic Air Command (SAC), le général Thomas Power, a pris la décision sans précédent de placer les forces nucléaires américaines en position Defense Condition 2. Un de ces missiles a même été lancé pour un vol test depuis la base aérienne de Vandenberg, en Californie, le 26 octobre 1962 à 4 heures du matin, comme prévu avant la Crise, sans que le président ne le sache³⁰.

Deuxièmement, et par conséquent, les problèmes de commandement et de contrôle doivent être pris en compte de sorte que le contrôle présidentiel total ne peut pas être tenu pour acquis. Comme l'écrivait Scott Sagan il y a vingt-cinq ans, dans une interprétation classique :

De nombreux problèmes graves de sécurité, qui auraient pu entraîner une détonation accidentelle ou non autorisée, voire une provocation sérieuse du gouvernement soviétique, se sont produits pendant la crise. Aucun de ces incidents n'a conduit à une escalade déclenchée par inadvertance ou à une guerre accidentelle. Tous, cependant, avaient le potentiel de le faire. Le président Kennedy a peut-être été prudent. Il n'avait toutefois pas le contrôle final et incontesté sur les armes nucléaires américaines³¹.

²⁸ Len Scott, « The only thing to look forward to's the past », in Len Scott, R. Gerald Hughes, *The Cuban Missile Crisis : Critical Reappraisal*, London, Routledge, 2015, p. 225 (notre traduction).

²⁹ Dans la soirée du 26 octobre 1962, Castro pensait qu'une invasion américaine de Cuba était imminente. Il a donc envoyé un message à Khrouchtchev afin de demander une attaque nucléaire soviétique si les États-Unis attaquaient Cuba. James G. Blight, David Welch, *On the Brink : Americans and Soviets Reexamine the Cuban Missile Crisis*, New York, Hill & Wang, 1989, p. 109 ; Raymond Garthoff, *Reflections on the Cuban Missile Crisis*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 1989, p. 62 ; Svetlana Savranskaya, Thomas Blanton, Anna Melyakova (dir.), « New Evidence on Tactical Nuclear Weapons – 59 Days in Cuba », National Security Archive Electronic Briefing Book, 11 décembre 2013, disponible sur : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB449/> (consulté le 2 décembre).

³⁰ Scott Sagan, *The Limits of Safety : Organizations, Accidents and Nuclear Weapons*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 79-80.

³¹ *Ibid.*, p. 116.

Par exemple, dans la nuit du 26 au 27 octobre 1962, au plus fort de la Crise, un U-2 américain s'est égaré dans l'espace aérien soviétique au-dessus de l'Arctique. Des avions de combat soviétiques se sont précipités pour intercepter le U-2 tandis que des intercepteurs F-102 ont été envoyés pour le rapatrier sous escorte et empêcher les MIG soviétiques d'entrer librement dans l'espace aérien américain. Compte tenu des circonstances, les missiles conventionnels air-air des F-102 avaient été remplacés par des missiles à tête nucléaire et leurs pilotes pouvaient décider de les lancer : « les intercepteurs à Galena étaient armés du missile nucléaire air-air Falcon et, en vertu des règles de sécurité en vigueur, étaient autorisés à transporter les armes en condition prête au lancement dans toute mission de 'défense aérienne active' »³². Heureusement, l'avion-espion a fait demi-tour et les avions soviétiques n'ont pas ouvert le feu³³. Un problème similaire concernant la délégation de la capacité à faire usage des armes nucléaires se retrouve du côté soviétique³⁴. De plus, il est maintenant bien établi que le président Kennedy était souvent minoritaire dans l'opposition à une action militaire contre Cuba pendant les 13 jours de la Crise (pour suivre la périodisation américaine)³⁵. Sa capacité à résister aux pressions de l'Excomm, qui montre qu'il n'aurait jamais utilisé les armes nucléaires pendant la Crise, pourrait être réconfortante pour l'interprétation habituelle de la Crise supposant un contrôle total de la part des deux dirigeants³⁶. Cependant, se rassurer par la cohérence du Président est en soi problématique. Cela néglige, par exemple, la maladie grave de Kennedy, sa dépendance aux stéroïdes et le recours à des avis médicaux concurrents entraînant la prise de traitements qui auraient pu affecter son jugement³⁷.

³² *Ibid.*, p. 137.

³³ *Ibid.*, p. 135-8.

³⁴ Michael Hobbs, *One Minute to Midnight : Kennedy, Khrushchev, and Castro on the Brink of Nuclear War*, New York, Knopf, 2008, p. 303 et sq.

³⁵ Sheldon M. Stern, *The Cuban Missile Crisis in American Memory*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

³⁶ *Ibid.*, p. 157, 163.

³⁷ Rose McDermott, « The politics of presidential medical care : the case of John F. Kennedy », *Politics and Life Sciences*, 33-2, 2014, p. 85 et Rose McDermott, *Presidential Leadership, Illness and Decision Making*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 118-56. Nous connaissons la littérature suggérant que les traitements de Kennedy n'affectaient pas son jugement ; voir Robert Gilbert, *The Mortal Presidency : Illness and Anguish in the White House*, New York, Fordham University Press, 1998 ; Bert Park, *Ailing, Aging, Addicted : Studies in Compromised Leadership*, Lexington, University Press of Kentucky, 1993 ; et Robert Dallek, *John F. Kennedy : An Unfinished Life 1917-1963*, New York, Little, Brown and Company, 2003. Cependant, ces résultats sont contredits par les commentaires de Kennedy lui-même et de son frère (voir McDermott, *Presidential Leadership*). Que le jugement du Président ait ou non été altéré, le fait demeure que parier sur la cohérence d'un homme qui dépend de grandes quantités de médicaments aux potentiels effets secondaires psychotropes et de

Troisièmement, les recherches les plus récentes montrent que la sécurité des armes était très rudimentaire à l'époque. Par exemple, au début des années 1960, les manutentionnaires des armes de l'OTAN ont tiré les câbles d'armement d'une ogive nucléaire Mark 7 alors qu'ils la déchargeaient d'un avion. « Lorsque les câbles ont été tirés, la séquence d'armement a été amorcée – et si les condensateurs de l'X-Unit se chargeaient, un Mark 7 pouvait être détoné par son radar, par ses commutateurs barométriques, par son minuteur ou en tombant juste de quelques mètres d'un avion et atterrissant sur une piste »³⁸. En Italie, quelques mois avant la Crise, des missiles Jupiter ont été frappés quatre fois par des éclairs, « certaines de leurs batteries thermiques ont pris feu, et dans deux têtes, du tritium a été libéré sous forme gazeuse dans le cœur » et aurait pu permettre une détonation nucléaire³⁹. L'un des missiles a dévalé une colline⁴⁰. Ainsi, au-delà du problème de contrôle gouvernemental décrit ci-dessus, la sûreté des armes était très problématique à l'époque et une explosion accidentelle des armes de l'OTAN aurait pu se produire pendant la Crise.

Quatrièmement, ces possibilités d'accidents et d'erreurs de calcul auraient pu indirectement accroître le danger de la Crise en dégradant la connaissance commune de l'inacceptabilité de la guerre nucléaire qui a sans doute tenu les deux dirigeants éloignés du bord du précipice : elles auraient pu conduire l'un des deux à penser qu'une guerre nucléaire était imminente. Par conséquent, on peut raisonnablement affirmer que le

traitements concurrents par des médecins qui ne sont pas au courant des autres traitements en cours est un pari très risqué. Dès novembre 1961, le docteur Eugene Cohen, endocrinologue de longue date de Kennedy, a mis en garde JFK contre les pratiques douteuses d'un de ses médecins, le docteur Jacobson, surnommé « Dr. Feelgood », qui s'est vu refuser l'autorisation de pratiquer la médecine en 1975. Monsieur Cohen a écrit : « Vous ne pouvez pas recevoir de thérapie d'un médecin irresponsable comme M. J. qui, par des injections stimulantes, offre une aide temporaire à des personnes névrosées ou mentalement malades... cette thérapie conditionne les besoins du patient presque comme un narcotique [et] n'est pas adaptée pour des individus qui ont des responsabilités et qui à n'importe quel moment peuvent avoir à décider du sort de l'univers ». Cité dans Laurence Leamer, « A Kennedy historian assesses the Dallek disclosures », *Boston Globe*, 2 novembre 2002. [Notre traduction] Par chance, d'après Rose McDermott et sur la base des archives de George Buckley sur les injections du président reçues en 1962-1963, le Dr. Jacobson, qui a prescrit des amphétamines au Président, a arrêté ses visites à la Maison Blanche avant la Crise des missiles de Cuba. Voir McDermott, *Presidential Leadership*, *op. cit.*, p. 120.

³⁸ Eric Schlosser, *Command and Control*, *op. cit.*, p. 261, basé sur des entretiens avec le concepteur d'armes Harold Agnew.

³⁹ *Ibid.*, p. 329.

⁴⁰ Debora Sorrenti, *L'Italia nella Guerra fredda : La storia dei missili Jupiter 1957-1963*, Rome, Edizioni Associate, 2003, p. 63, 79. Pour des exemples britanniques, voir Schlosser, *Command and Control*, *op. cit.*, p. 262.

danger de guerre à l'époque était plus élevé que ce que les dirigeants pouvaient penser⁴¹. À l'issue d'un passage en revue des derniers développements de la recherche sur la Crise, en 2015, Len Scott a conclu que : « l'accent mis sur la contingence et la méconnaissance du risque s'est accéléré avec l'accumulation de preuves. Une meilleure compréhension du rôle des malentendus, des calculs erronés et des erreurs [...] suggère que le risque de guerre nucléaire était plus grand que ce que pensaient les dirigeants de l'époque et, par la suite, les analystes »⁴². De manière similaire, Réachbha Fitzgerald a conclu sa revue de littérature de 2007 avec l'idée que « des recherches récentes sur l'aspect opérationnel de la Crise ont révélé que les dirigeants Américains et Soviétiques avaient moins de connaissance et de contrôle sur leurs forces militaires que ce qu'ils imaginaient »⁴³. Le consensus va même au-delà de la littérature en langue anglaise et s'étend au volume en langue italienne de Leonardo Campus, primé en 2014 et intitulé *I Sei Giorni Che Sconvolsero Il Mondo (Les six jours qui ont secoué le monde)*⁴⁴.

En somme, tous ces éléments relatifs, limites de la contrôlabilité et de la prévisibilité de la Crise, indiquent un rôle joué par la chance dans son issue. En 1994, Len Scott et Steve Smith observaient déjà :

il est maintenant amplement prouvé que le fait que la crise n'ait pas conduit à une guerre nucléaire était dû en grande partie à la « bonne fortune ». À notre avis, cette découverte est la plus importante puisqu'elle sape les prétentions de ceux qui pensent que les crises nucléaires peuvent être gérées sans danger et que les systèmes de commandement et de contrôle fonctionneront comme ils sont censés le faire⁴⁵.

⁴¹ David Holloway, « Pathways to nuclear war between the US and the Soviet Union in October 1962 », in Benoît Pelopidas (dir.), *Global Nuclear Vulnerability : 1962 as the Inaugural Crisis ?* (manuscrit en cours d'évaluation).

⁴² Len Scott, « The only thing to look forward to's the past », art. cité, p. 241-242 (notre traduction).

⁴³ Réachbha FitzGerald, « Historians and the Cuban Missile Crisis : the evidence-interpretation relationship as seen through differing interpretations of the Crisis settlement », *Irish Studies in International Affairs*, vol. 18, 2007, p. 202.

⁴⁴ Leonardo Campus, *I Sei Giorni che sconvolsero il mondo : La crisi dei missile di Cuba e le sue percezioni internazionali*, Florence, Le Monnier, 2014), p. 123-140. Le livre a gagné le Prix Friuli Storia en 2015.

⁴⁵ Len Scott, Steve Smith, « Lessons of October : Historians political scientists, policy-makers and the Cuban Missile Crisis », *International Affairs*, 70-4, 1994, p. 683. À la fin des années 1990, pendant qu'il reprenait les travaux publiés durant la décennie, Melvyn Leffler conclut de la même manière qu'ils : « mettent en lumière la contingence et l'inadvertence ». Melvyn Leffler, « What do we 'now know' ? », *The American History Review*, vol. 104, n° 2, 1999, p. 501.

Dean Acheson a proposé cette interprétation dès 1969. Il a attribué le résultat de la Crise à la « chance pure et simple » et d'autres participants clés viendront partager ce point de vue après quelques conférences d'histoire orale conduites par James Blight et ses collègues⁴⁶. Parmi eux se trouvaient Robert McNamara, ancien secrétaire américain à la Défense, et Nikolai S. Leonov, alors responsable des affaires cubaines au KGB. Cette opinion est maintenant soutenue par les travaux de recherche universitaires présentés ci-dessus et explicitement appuyée par Scott Sagan, qui écrit que : « il y avait un élément de *bonne fortune* impliqué dans la prévention de la guerre accidentelle en octobre 1962 »⁴⁷. Cela ne peut pas être réduit à une bonne gestion. Vingt ans plus tard, Campbell Craig soulève d'importantes objections contre le travail de Sagan, mais reste fondamentalement d'accord avec ce point⁴⁸.

Pour résumer, même si l'on ne peut pas savoir avec certitude ce qui aurait suivi la première frappe nucléaire, les travaux de recherche des trois dernières décennies montrent que la Crise était beaucoup plus dangereuse que ce que les dirigeants pensaient à l'époque. Les problèmes liés aux informations limitées ou inexactes, aux perceptions erronées, aux limites de la sûreté et du commandement et du contrôle présidentiel sur les armes nucléaires ainsi qu'aux accidents susceptibles de donner l'impression que la guerre était imminente, tous auraient pu conduire à une escalade involontaire. Un récit centré sur le contrôle ne peut pas rendre pleinement compte de l'issue pacifique de la Crise et du rôle joué par la chance.

Réaffirmer le contrôle par des incohérences pratiques et épistémiques

Après ces découvertes, les quelques voix qui veulent encore affirmer que les dangers de la Crise étaient gérables ne peuvent le faire que par une incohérence : ils prétendent d'abord reconnaître les limites de la sûreté et de la contrôlabilité des armes nucléaires ainsi que l'imprévisibilité de tous les chemins menant à une guerre nucléaire, mais alors soit ils réduisent le

⁴⁶ Dean Acheson, « Dean Acheson's version of Robert Kennedy's version of the Cuban missile affair », *Esquire*, février 1969, p. 76 ; pour McNamara, voir Eroll Morris, *The Fog of War*, Columbia Tristar, 2003 ; pour Leonov, voir Thomas S. Blanton, James G. Blight, « A conversation in Havana », *Arms Control Today*, vol. 32, n° 9, 2002, p. 7

⁴⁷ Scott Sagan, *The Limits of Safety*, *op. cit.*, p. 15 ; aussi p. 155.

⁴⁸ Campbell Craig, « Testing Organisation Man : the Cuban Missile Crisis and The Limits of Safety », *International Relations*, vol. 26, n° 3, 2012, p. 293 ; aussi Campbell Craig, « Reform or revolution : Scott Sagan's *Limits of Safety* and its contemporary implications », in Len Scott, R. Gerald Hughes, *The Cuban Missile Crisis*, *op. cit.*, p. 104.

champ des possibles à ce qui est mesurable, soit ils réintroduisent l'idée de la contrôlabilité comme le résultat inévitable d'une recherche pertinente pour les décideurs (*policy-relevant research*). Dans le premier cas, que nous caractérisons comme une incohérence épistémique, l'analyse en termes de risque rend impossible la prise en compte des limites du contrôle et de la sûreté identifiées ci-dessus ou du rôle de la chance, notamment si la chance est définie comme un effet de l'incertitude non quantifiable⁴⁹. Dans le second cas, que nous caractérisons comme une incohérence pratique, le rôle de la chance et les limites de la contrôlabilité seront niés au niveau pratique, de sorte que leur prise en compte ne conduira pas à remettre en question le *managérialisme* comme approche des crises nucléaires pour des raisons épistémologiques, éthiques ou politiques⁵⁰.

John Lewis Gaddis est peut-être le praticien le plus explicite de l'approche de l'incohérence épistémique dans la littérature anglophone. Il écrit :

Cependant, à quel point nous avons frôlé (le déclenchement d'une guerre nucléaire) reste à discuter [...] La tendance a ensuite été de réduire les *probabilités*. Les faucons trouvaient inconcevable que *Khrouchtchev* ait utilisé des armes nucléaires pour défendre Cuba face à une supériorité américaine aussi écrasante. Les colombes insistaient sur le fait que, quel que soit l'équilibre numérique, Kennedy n'aurait jamais autorisé une invasion de l'île. [...] *Calculer les risques* rétrospectivement est presque aussi difficile que d'essayer de les anticiper : dans tout système complexe, tant de choses peuvent mal tourner qu'il est difficile de savoir lesquelles. Il est tout de même raisonnable de commencer par analyser le commandement⁵¹.

Comme le suggère cette citation, les décisions de l'élite politique ne sont pas seulement le point de départ de l'analyse de Gaddis, mais aussi son point final, même s'il prétend le contraire. En mettant l'accent sur les deux dirigeants, Gaddis rend invisibles les résultats des travaux de recherche sur les limites du contrôle des dirigeants sur les armes, sur la possibilité de pré-délégation de leur emploi ainsi que sur la possibilité

⁴⁹ Sur les difficultés de certaines études à rendre compte correctement de la chance, voir Benoit Pelopidas, « We all lost the Cuban Missile Crisis », in Len Scott, R. Gerald Hughes, *The Cuban Missile Crisis, op. cit.*, p. 173 et sq et « The book that leaves nothing to chance », manuscrit non publié.

⁵⁰ L'excellent essai de Patrick Porter offre de bons exemples de cette incohérence entre la reconnaissance théorique des limites du savoir sur le futur et les pratiques de planification qui présument toujours la possibilité d'un tel savoir. Patrick Porter, « Taking uncertainty seriously : Classical realism and national security », *European Journal of International Security*, vol. 1, n° 2, 2016.

⁵¹ John Lewis Gaddis, *We Now Know : Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 269-270 (notre traduction et ajout d'accentuation).

d'explosions accidentelles due aux limites de la sûreté. En mettant l'accent sur les risques calculables et les probabilités, il ne peut pas rendre compte des voies non quantifiables menant au désastre, également appelées possibilités. Lee Clarke a parfaitement identifié le problème quand il a écrit : « Nous devons penser en termes de probabilités. Mais en nous concentrant autant sur les probabilités, nous en oublions les possibilités »⁵².

Une réduction similaire du non quantifiable/inconnaissable à l'impossible à la suite d'une approche en termes d'évaluation du risque peut être trouvée dans l'étude, par ailleurs remarquable, de Vincent Touze sur la Crise. Commentant les scénarios d'accidents potentiels de Sagan, il avoue : « il est vrai que les développements sont très techniques et l'on n'est pas en mesure de se forger une opinion »⁵³. Donc il les néglige entièrement comme s'ils étaient sans conséquence. Au lieu de suspendre son jugement ou de reconnaître les limites de ce qui peut être connu, il va même jusqu'à dire que les accidents potentiels ont pour effet de confirmer les tendances précédemment observées : « tous les incidents n'auraient donc eu qu'un seul et même effet : augmenter la résolution américaine et faire renoncer l'URSS »⁵⁴.

La recherche de théorie des jeux sur la stratégie du bord du gouffre basée sur la réflexion portant sur les risques qui a présenté la Crise comme un cas d'école est un exemple typique de cette incapacité à saisir l'insoutenable légèreté de la chance ; elle traite également l'inquantifiable comme impossible et donc négligeable⁵⁵. Cette démarche intellectuelle illustre, comme Mary Douglas l'a justement souligné, que « le risque n'est pas une chose, c'est une façon de penser »⁵⁶. Le plus important étant que cette façon de penser est orientée vers un désir de contrôle et de confiance en ce contrôle⁵⁷. Cette implication de la pensée en termes de risque apparaît encore plus évidente dans une note pour la RAND publiée en 1960 dans laquelle le père fondateur de la stratégie nucléaire fondée sur

⁵² Lee Clarke, *Worst Cases*, Chicago, University of Chicago Press, 2010, p. 41 (notre traduction).

⁵³ Vincent Touze, *Missiles et décisions*, *op. cit.*, p. 631.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 639 (ma traduction). Comme Gaddis, il finit par se concentrer seulement sur les dirigeants. Dans son cas, Kennedy seulement. P. 639.

⁵⁵ Voir par exemple, Robert Dodge, Schelling's Game Theory : *How to Make a Decision*, Oxford, Oxford University Press, 2012, ch. 12 ; Avinash Dixit, Susan Skeath, David Reiley, *Games of Strategy*, New York, W. W. Norton, 2015, ch. 14.

⁵⁶ Mary Douglas, « Risk and danger », in Mary Douglas, *Risk and Blame : Essays in Cultural Theory*, London, Routledge, 1994 (orig. pub. 1992), p. 44 (notre traduction).

⁵⁷ Esther Eidinow, *Luck, Fate and Fortune : Antiquity and its Legacy*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 158.

le risque, Thomas Schelling, évoque une « perte contrôlée de contrôle »⁵⁸. Comme nous l'avons montré ailleurs, l'héritage de Schelling dans *Strategy of Conflict* consiste à confondre l'incertitude et le risque. Cela a produit l'illusion que la pensée du risque était capable de capter l'incertitude et la chance. L'effet de cette illusion a été, indûment, de réaffirmer le contrôle.

Une telle incohérence épistémique est fréquemment mise en évidence dans la littérature française sur le sujet. Dans la plupart des autres cas, le rôle de la chance est reconnu en théorie, mais ses implications et les questions qu'il soulève sont immédiatement niées dans le même temps, via sa réincorporation dans un récit de contrôle. Par exemple, Marie-Hélène Labbé, dans son traitement de deux pages de la Crise, a écrit que « pendant une semaine, le monde frôla l'apocalypse »⁵⁹. Elle note que « les révélations ultérieures nuancent l'image d'Épinal d'une crise parfaitement gérée »⁶⁰. Elle reconnaît que Castro exerçait une pression sur Khrouchtchev le voulant plus agressif envers les États-Unis. Cependant, Marie-Hélène Labbé finit par minimiser le rôle de la chance dans l'issue de la Crise : « le « *risque* (d'emploi de l'arme nucléaire) [...] fut pendant la guerre froide omniprésent mais *contrôlé* »⁶¹. De même, le *Livre noir du nucléaire militaire* publié en 2014 admet que la crise de 1962 est le moment où l'humanité s'est retrouvée la plus proche de la guerre nucléaire et qu'elle aurait pu être déclenchée sans approbation politique. Néanmoins, le livre conclut en examinant le côté contrôlable du problème, suggérant que les deux dirigeants auraient dû apprendre de cette crise que les petits arsenaux nucléaires sont suffisants pour dissuader⁶². Cette conclusion ignore évidemment les épisodes mentionnés ci-dessus dans lesquels l'issue pacifique de la Crise n'est pas réductible à un succès de la dissuasion, notamment parce qu'elle résulte d'une décision prise à partir de fausses informations,

⁵⁸ Thomas Schelling, « The Role of Theory in the Study of Conflict », RAND Research Memorandum, RM-2515-PR, 13 January 1960, p. 28, cité dans Marc Trachtenberg, « Strategic thinking in America 1952-1966 », *Political Science Quarterly*, 104 :2, 1989, p. 311.

⁵⁹ Marie-Hélène Labbé, *Le Risque Nucléaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 21.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Marie-Hélène Labbé, *Le Risque Nucléaire*, *op. cit.*, 34, ajout d'accentuation. Labbé mentionne le risque d'une guerre nucléaire accidentelle, mais seulement en rapport avec l'Inde et le Pakistan (p. 23) et déclare que « la prolifération nucléaire est la cause première du (risque nucléaire) » (p. 13).

⁶² Jacques Villain, *Le livre noir du nucléaire militaire*, Paris, Fayard, 2014, p. 96-7, 201. Exactement la même leçon a été soulignée trois décennies plus tôt et avant les découvertes sur les limites de la sûreté et du contrôle lors de la Crise dans *L'aventure de la bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire, procédures de la conférence de la Fondation Charles de Gaulle*, Paris, Plon, 1985, p. 185. Georges-Henri Soutou fait l'exception dans sa conférence publique à l'Académie des Sciences Morales et Politiques du 6 juin 2011.

que l'absence d'explosion accidentelle est indépendante des procédures de contrôle ou parce que la cause exacte du comportement des décideurs n'est pas bien établie.

Au-delà de l'incohérence épistémique, la recherche peut échapper à l'insoutenable légèreté de la chance sans pour autant la réfuter par une forme d'incohérence pratique. L'édition révisée en 1999 de l'ouvrage classique, mais très critiqué, de Graham Allison, *Essence of Decision*, illustre cette tendance. Ils acceptent ostensiblement la théorie des accidents normaux, c'est-à-dire l'idée que des systèmes étroitement couplés, interactifs et complexes comme les armes nucléaires conduiront inévitablement à des accidents, cependant ils concluent avec une recommandation en termes de contrôlabilité qui va à l'encontre de la théorie ou au mieux assume qu'une autre catastrophe se produira avant la catastrophe nucléaire, ce qui la rendrait moins importante⁶³. Ils concluent que « le potentiel de dysfonctionnalité existe et doit être géré »⁶⁴, alors que l'idée clé de la théorie des accidents est que les accidents systémiques dans des systèmes complexes et étroitement couplés *ne peuvent pas* être gérés. Cette idée est clairement exprimée dans le résumé proposé par Scott Sagan en 2004 : « Les chercheurs de l'école de la 'théorie des accidents normaux' affirment que les organisations qui présentent à la fois une grande complexité interactive et des opérations étroitement couplées subiront de graves accidents *malgré* leurs efforts pour maintenir un haut niveau de fiabilité et de sûreté »⁶⁵.

Bruno Tertrais, ancien membre des commissions du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, présente une forme similaire d'incohérence pratique. Les crises nucléaires doivent rester gérables, il commence donc sa brève analyse historique du risque d'escalade des crises nucléaires en mettant délibérément de côté le cas de la Crise. Il peut donc conclure que : « il ne semble pas y avoir de moment où l'arme nucléaire ait vraiment été sur le point d'être employée »⁶⁶. Une réticence tout aussi incohérente

⁶³ Ce dernier point est développé par Benoît Pelopidas dans « Nuclear weapons scholarship ».

⁶⁴ Graham Allison, Philip Zelikow, *Essence Of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e éd., New York, Longman, 1999, p. 159-160, p. 160.

⁶⁵ Scott Sagan, « The problem of redundancy problem : Why more nuclear security forces may produce less nuclear security », *Risk Analysis*, 24 :4, 2004, p. 937, notre traduction ; Charles Perrow, *Normal Accidents : Living with High Risk Technologies*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 304.

⁶⁶ Bruno Tertrais, « In Defense of Deterrence : The Relevance, Morality and Cost-Effectiveness of Nuclear Weapons », Paris, IFRI, Proliferation Papers, 2011, p. 27. Il considère le risque d'escalade comme venant uniquement de l'Union Soviétique : cela évite l'épisode des F-102 américains décrit plus haut aussi bien que les limites de la sûreté et du commandement et du contrôle du côté américain pendant la Crise. Cela est intéressant étant donné que l'étude la plus complète en français fait l'hypothèse opposée. Vincent Touze écrit que : « toute attaque américaine aurait conduit à des

à reconnaître le rôle de la chance est observable dans les travaux de Thérèse Delpech, stratège et conseillère en politique nucléaire française. Étant donné qu'elle reconnaît la crise des missiles de Cuba comme « la crise nucléaire la plus dangereuse à ce jour » et accepte la plus grande variété de dangers, il est très révélateur qu'elle finisse par cacher sa reconnaissance du rôle de la chance dans l'issue de la crise. Elle considère que deux moments de la crise étaient particulièrement tendus. « Pendant ce second jour [le 27 octobre 1962], écrit-elle, la crise atteignit un tel paroxysme qu'on fut à deux doigts de déclencher la guerre nucléaire, et plus d'une fois »⁶⁷. Elle reconnaît ailleurs que l'escalade était possible pendant le blocus⁶⁸ ; elle admet également le manque d'information et l'existence de perceptions erronées des deux côtés et affirme que les armes atomiques à courte portée à Cuba auraient pu être utilisées⁶⁹ ; finalement, elle est d'accord avec l'évaluation la plus élevée du risque de représailles nucléaires et écrit : « si ces armes avaient été tirées sur les troupes américaines, les États-Unis auraient riposté avec des armes nucléaires »⁷⁰. S'appuyant sur le témoignage de Nikolai Leonov mentionné ci-dessus, elle conclut, à contrecœur et avec une réserve : « faut-il n'y voir qu'un coup de chance ? »⁷¹. Cette conclusion était prédéterminée par la position de l'analyste : pour des raisons pratiques, les crises nucléaires doivent être gérées, elles doivent donc être gérables, même si cette conclusion dépend d'une double opération incohérente qui consiste à occulter le rôle de la chance sans pouvoir le réfuter⁷².

représailles soviétiques » et, par conséquent, se concentre sur les décisions de Kennedy. Touze, *Missiles et décisions* p. 639.

⁶⁷ Thérèse Delpech, *La dissuasion nucléaire au XXI^e siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique*. Paris, Odile Jacob, 2013, p. 93.

⁶⁸ Thérèse Delpech, *Nuclear Deterrence in the Twenty First Century*, *op. cit.*, p. 69.

⁶⁹ *Ibid.* Elle a travaillé sur ces enjeux dans un précédent essai : *Savage Century : Back to Barbarism*, New York, Carnegie Endowment for International Peace, 2007, p. 171-172.

⁷⁰ Thérèse Delpech, *La dissuasion nucléaire au XXI^e siècle*, p. 110.

⁷¹ Thérèse Delpech, *Nuclear Deterrence in the Twenty First Century*, *op. cit.*, p. 10. Les exceptions qui reconnaissent pleinement les caractéristiques identifiées dans la première section de cet essai sont Georges Le Guelte, *Histoire de la menace nucléaire*, Paris, Hatier, 1997, p. 52-3 et Georges Le Guelte, *Les Armes nucléaires, mythes et réalités*, Arles, Actes Sud, 2009, p. 131-134.

⁷² Quelque part, même le général Lucien Poirier tombe dans le piège de ces incohérences pratiques. Dans son travail « éléments pour une théorie de la crise », il rend pleinement compte de la contingence et des improvisations dans la gestion des crises, met en garde contre les dangers de la systématisation et note également que les issues des accidents sont laissées de côté, mais finit par inviter à des progrès continus vers une « science » qui doit être possible. Lucien Poirier, *Essais de stratégie théorique*, Paris, Les Sept Épées, 1982, p. 370, 372, 374.

Réaffirmer le contrôle en rejetant la pensée contrefactuelle

Dans cette section, nous nous concentrons sur le rejet de la pensée contrefactuelle comme un obstacle épistémologique qui a conduit la recherche française à ne pas reconnaître le danger de la Crise sous toutes ses formes. Ce rejet de la pensée contrefactuelle semble être une limitation disciplinaire de l'histoire diplomatique qui a eu une influence particulièrement forte sur les chercheurs qui se consacrent à la Crise en France.

Un récent débat dans *Security Studies* entre un spécialiste de l'histoire diplomatique et son collègue politologue illustre la réticence des historiens de la diplomatie vis-à-vis de la pensée contrefactuelle. Frank Gavin, historien de la diplomatie qui s'est spécialisé dans les études de sécurité, exprime une préoccupation fréquente chez les spécialistes de l'histoire diplomatique : « Aussi plausibles qu'elles puissent paraître, les spéculations ne font pas partie de notre mission. Cela a conduit certains historiens à adopter une vision plutôt sombre des exercices contrefactuels, croyant qu'ils vont à l'encontre de l'œuvre de reconstruction historique »⁷³. Son scepticisme apparaît clairement, car il persiste en affirmant qu'un argument historique sans aspect contrefactuel est possible et que certaines critiques de l'analyse contrefactuelle faites par des historiens restent valables. Il écrit : « Il est *presque* impossible de développer des théories ou des cadres pour comprendre un monde complexe sans imaginer d'autres voies causales, des variables changeantes et des résultats différents »⁷⁴. Il conclut : « Ces essais éliminent de manière convaincante de *nombreux* arguments qu'un historien pourrait émettre pour rejeter complètement l'analyse contrefactuelle »⁷⁵. Ainsi, même l'historien modéré de la diplomatie « n'est pas sans scepticisme » vis-à-vis de l'utilisation du raisonnement contrefactuel dans un contexte américain où il est plus accepté qu'en France. Cette hostilité est l'une des raisons pour lesquelles les analystes français, fortement influencés par la tradition de l'histoire diplomatique, ne s'intéressent pas de manière adéquate aux dangers de la Crise. Comme le note Ned Lebow, le rejet de la pensée contrefactuelle conduit les analystes à une téléologie historique qui néglige rétrospectivement le rôle de la chance et la validité des autres mondes possibles qui l'accompagnent. « Si la crise des missiles de Cuba avait conduit à la guerre – conventionnelle ou nucléaire –, les

⁷³ Francis J. Gavin, « What if? The historian and the counterfactual », *Security Studies*, 24 :3, 2015, p. 425 (notre traduction).

⁷⁴ *Ibid.*, p. 425, Ajout d'accentuation, même phrasé, p. 430.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 430 (notre traduction).

historiens auraient construit une chaîne causale menant inéluctablement à ce résultat »⁷⁶.

Il est intéressant de noter qu'en 1964, le philosophe et stratège français Pierre Hassner a peut-être été le premier à identifier des illusions rétrospectives de contrôle dans les quelques récits français sur la Crise. Il a observé que les récits dominants ont traité l'issue réelle de la crise comme nécessaire et ont été incapables de saisir la Crise en elle-même en tant qu'événement dans le sens philosophique du terme. Le contraste mis en évidence par Hassner entre les récits français qui supposent que la Crise telle qu'elle est advenue vaut seule la peine d'être interrogée et les récits américains qui se concentrent sur la surprise, les accidents et les possibilités d'escalade, vaut encore cinq décennies plus tard⁷⁷.

Le manque de légitimité du raisonnement contrefactuel et de l'étude d'autres mondes possibles dans les milieux français de Relations Internationales est tel qu'un débat se fait attendre⁷⁸. Cela peut s'expliquer par les origines de la discipline. Les Relations Internationales en France ont emprunté leurs fondements théoriques au droit international et à l'histoire diplomatique. Pierre Renouvin, figure fondatrice, qualifiant d'histoire des relations internationales cette discipline fondée sur le besoin de preuves empiriques et de sources primaires⁷⁹.

⁷⁶ Richard Ned Lebow, « Counterfactuals and security studies », *Security Studies*, 24 :3, 2015, p. 406 (notre traduction).

⁷⁷ Pierre Hassner, « Violence, rationalité, incertitude : des tendances iréniques et apocalyptiques dans l'étude des conflits internationaux », *Revue Française de Science Politique*, vol. 14, n° 6, 1964, p. 1171-1178. Il est intéressant de relever qu'une des autres très rares exceptions françaises au diagnostic de Hassner est un philosophe et non pas un historien diplomatique : Jean Pierre Dupuy. Il manifeste une forme de confiance intéressante qui ne peut être réduite au contrôle et traite la possibilité d'accidents comme condition d'un destin qui prévient la catastrophe, mais reconnaît que cela ne pourra durer éternellement. Jean Pierre Dupuy, préface de Günther Anders, *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, 2008, p. 27-8 et Jean Pierre Dupuy, *Dans l'œil du cyclone*, Paris, Carnet Nords, 2009, p. 313.

⁷⁸ En français, le court volume édité par Florian Besson et Jan Synowiecki, *Écrire l'histoire avec des « si »*, Paris, Éditions de l'ENS, 2015 ; Fabrice d'Almeida, Anthony Rowley, *Et si on refaisait l'histoire*, Paris, Odile Jacob, 2011 ; et Quentin Duluermoz, Pierre Singarevérou, *Pour une histoire des possibles : Analyses contractuelles et futurs non advenus*, Paris, Seuil, 2016, sont des exceptions.

⁷⁹ Matthieu Chillaud, « IR in France : State and costs of disciplinary variety », *Review of International Studies*, vol. 40, n° 4, 2014, p. 809. Pour être juste, l'intervention méthodologique de Renouvin est née de la frustration concernant les explications diplomatiques des origines de la Première Guerre mondiale. Il voulait aller au-delà des « perspectives étroites » de l'histoire diplomatique, aller des relations entre les diplomates aux relations entre les peuples. Pierre Renouvin, « Introduction générale », in Pierre Renouvin (dir.), *Histoire des relations internationales*, Volume A : Le Moyen-Âge,

Six décennies plus tard, l'héritier de Renouvin, professeur d'histoire des relations internationales à la Sorbonne, écrit : « l'historien garde [...] une spécificité. Une part de sa démarche est empirique. [...] Pour ce, le travail sur les sources, et en particulier sur archives, reste au cœur de son métier »⁸⁰.

Comme suggéré plus tôt dans le débat entre Gavin et Lebow, un tel empirisme permet de nier la nécessité d'étudier le danger de la Crise sous toutes ses formes en traitant le raisonnement contrefactuel comme une pratique de recherche inacceptable. De manière tout à fait révélatrice, le successeur direct de Renouvin interprète l'issue de la Crise comme résultant d'une « négociation tacite » entre les deux acteurs⁸¹. Par conséquent, le politologue Jean-Yves Haine a mis en évidence l'attitude générale des Français face à la crise des missiles de Cuba, en 2004, lorsqu'il écrit : « On a du mal à saisir l'intensité de l'affrontement »⁸². Contrairement au courant français, le courant anglophone des Relations Internationales a donné une place à la méthode contrefactuelle depuis les années 1990 et a même établi l'histoire contrefactuelle comme sous-discipline⁸³.

Même Vincent Touze, qui a rédigé l'étude la plus sérieuse sur la Crise disponible en français, finit par ne pas envisager la possibilité que la Crise ait pu s'achever différemment et rejette rapidement les tentatives de prise en considération d'autres issues possibles comme basées sur des « hypothèses »⁸⁴. Il le fait en dépit de sa connaissance des études existantes en anglais examinées ci-dessus. Son déni est justifié par des raisons de limites disciplinaires et par l'impossibilité de tester des résultats alternatifs. Pour lui, la pensée contrefactuelle est illégitime en science politique. Il écrit : « Le but de Sagan n'est pas de contribuer à l'étude de la politique étrangère, son projet est la théorie des accidents. En ce qui concerne notre sujet, ses exemples sont tous hypothétiques »⁸⁵. Et il poursuit : « On peut très bien concevoir durant la crise des accidents nucléaires aux États-Unis [...]

par François-L. Ganshof, Paris, Hachette, 1953. La génération suivante l'a blâmé pour ne pas avoir été complètement cohérent avec ce programme.

⁸⁰ Robert Franck, « Histoire et théorie des relations internationales », in Robert Frank (dir.), *Pour une histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 82 (notre traduction).

⁸¹ Jean Baptiste Duroselle, « Le marchandage tacite et la solution des conflits », *Revue Française de Science Politique*, vol. 14, n° 4, 1964.

⁸² Jean-Yves Haine, *Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés*, *op. cit.*, p. 203.

⁸³ Deux références seraient Philip E. Tetlock, Aaron Belkin (dir.), *Counterfactual Thought Experiments in World Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1996 et Richard Ned Lebow, *Forbidden Fruit : Counterfactuals and International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

⁸⁴ Vincent Touze, *Missiles et décisions*, *op. cit.*, p. 120 (notre traduction).

⁸⁵ *Ibid.*, p. 120 (notre traduction).

L'effet que cela pourrait avoir relève tellement de la supputation, que le sujet ne paraît pas légitime »⁸⁶. Si elle est conduite de manière rigoureuse, une telle « spéculation » n'est autre que la méthode contrefactuelle.

Réaffirmer le contrôle en se remémorant une expérience idiosyncratique de la Crise exempte de peur

Contrairement aux hypothèses latentes d'une compréhension partagée du danger, des causes et des conséquences de la « crise la plus dangereuse de l'ère nucléaire », l'expérience française de la Crise est dépourvue de peur et cette interprétation a été relativement stable dans le temps. Le contraste avec les autres alliés de l'OTAN dotés de l'arme nucléaire et les membres permanents du Conseil de sécurité est frappant.

Parmi les décideurs politiques, le président Kennedy était particulièrement soucieux d'une escalade fortuite et craignait d'être forcé de recourir aux armes nucléaires⁸⁷ ; le Premier ministre britannique Harold MacMillan a perdu le sommeil à cause du danger que présentait la Crise. Le 4 novembre, il a estimé dans son journal que « tout était en jeu... »⁸⁸ dans la Crise. À l'inverse, le président français Charles de Gaulle n'a pas exprimé de peur particulière à l'époque et l'armée et l'intelligentsia françaises ne semblent pas avoir ressenti une telle menace, sauf dans les rapports de presse quelques jours après le discours de Kennedy le 22 octobre⁸⁹. Un

⁸⁶ *Ibid.*, p. 629 (notre traduction).

⁸⁷ Basé sur le témoignage de Robert S. McNamara dans James G. Blight, *The Shattered Crystal Ball*, Rowman and Littlefield, 1991, p. 8 ; Haine, *Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés*, p. 216 et Holloway in Pelopidas, *Global Nuclear Vulnerability* (manuscrit en cours d'évaluation).

⁸⁸ Le 21 octobre, il écrit : « Dormi plutôt mal, ce qui est inhabituel pour moi... Après 22 h, j'ai eu un message du Président Kennedy, me donnant une brève description de la situation se déroulant entre les États-Unis et l'URSS à Cuba », Harold Macmillan, *The Macmillan Diaries, Volume II : Prime Minister and after 1957-1966*, dir. et introduction Peter Catterall, Basingbroke, MacMillan, 2003, p. 508. Il ouvre ensuite son rapport du jour suivant comme « le premier jour de la crise mondiale » (p. 508). Le 24 octobre il continue : « (encore) une journée d'inquiétude. Car le premier affrontement va bientôt commencer si les navires soviétiques continuent d'avancer » (p. 511). Il continuait, suivant de près les avancées de la Crise, écrivant le 28 octobre : « J'écris ceci dans un état d'épuisement, après être resté éveillé toute la nuit le vendredi et le samedi jusqu'à environ 4 h. (La différence d'heure entre les États-Unis et l'Angleterre en est la cause) » (p. 513).

⁸⁹ Le discours de Kennedy et la Crise ont fait la une du *Figaro* du 23 octobre 1962, pour une brève analyse seulement. Le 24 l'éditorial du *Monde* questionne la validité des preuves américaines, mais deux jours plus tard, après que Sherman Kent soit venu montrer quelques photographies aux journalistes, un autre article a été publié pour confirmer la validité de ces informations.

biographe de Charles de Gaulle, par exemple, suppose que « parce qu'aucun missile américain n'était basé en France [...] elle ne serait pas une cible première, même si un échange nucléaire se produisait »⁹⁰, ce qui est la preuve du « grand calme » de la France pendant la Crise⁹¹. Macmillan confirme cette impression lorsqu'il écrit que face à la menace d'une guerre nucléaire imminente, « les Français étaient [...] méprisants »⁹², tandis que d'autres ministres britanniques s'inquiétaient de l'imminence de la guerre. Dans la soirée du 28 octobre 1962, Quintin Hogg, Baron Hailsham de St Marylebone, Lord président du Conseil, dont la femme venait d'accoucher, envisagea de baptiser l'enfant lui-même⁹³. Au contraire, Étienne Burin des Rozières, secrétaire général de l'Élysée, se moque de la peur d'une catastrophe dans son journal, qui ne devait pas être rendu public avant des décennies⁹⁴.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, du côté de la presse et de la population, une grande peur s'est fait ressentir pendant au moins une semaine. Le 2 novembre 1962, le *New Yorker* rapportait que : « Nous attendions que quelque chose se produise, mesurant, minute par minute, dans un état ressemblant à la douleur, notre ignorance de ce qui allait se passer dans les prochaines secondes, et sentant le poids de la conviction que personne sur terre – ni le président, ni les Russes – ne savait ce qu'il se passerait »⁹⁵. Comme l'a résumé Alice George, « pour beaucoup d'Américains, cela a représenté une semaine d'emprisonnement dans la peur [...] ». Pour beaucoup, l'horloge tournait à toute allure, et comme les hommes devant un peloton d'exécution, ils attendaient et se demandaient s'ils sentiraient quelque chose avant la fin »⁹⁶.

La presse française, s'appuyant principalement sur l'information américaine, n'a en général pas insisté sur le risque de guerre jusqu'au discours du

⁹⁰ Bernard Ledwidge, *De Gaulle*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1982, p. 273.

⁹¹ Ces mots sont ceux de l'ambassadeur Gabriel Robin. Entretien téléphonique avec Gabriel Robin, le 17 juillet 2014. Des mobilisations nationales contre la force de frappe n'ont pas eu lieu avant 1963. Sezin Topcu, « Atome, gloire et désenchantement : résister à la France atomique avant 1968 », in Céline Plessis, Sezin Topcu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « trente glorieuses » : Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La découverte, 2013, p. 198.

⁹² Harold Macmillan, *The Macmillan Diaries*, op. cit., p. 514-515 (notre traduction).

⁹³ Len Scott, *Macmillan, Kennedy and the Cuban Missile Crisis*, Londres, Palgrave, 1999, p. 1.

⁹⁴ Étienne Burin des Rozières, *Retour aux sources : 1962, l'année décisive*, Paris, Plon, 1986, p. 136.

⁹⁵ « The talk of the town », *New Yorker* (3 novembre 1962), notre traduction.

⁹⁶ Alice George, *Awaiting Armageddon : How Americans Faced the Cuban Missile Crisis*, Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, 2003, p. 164 (notre traduction).

président Kennedy, soit aux alentours des 24-28 octobre⁹⁷. Joëlle Beurier, en étudiant l'année 1962 telle que présentée dans les pages du magazine *Paris-Match*, montre que la violence du monde a été dramatisée pendant la première moitié de l'année et, au contraire, euphémisée pendant la seconde (période durant laquelle se sont produits les événements dont traite cet article). En effet, la seule source française suggérant une peur profonde vis-à-vis d'une guerre nucléaire venait de l'ambassade de France à Washington, qui a exprimé dans un télégramme de profondes inquiétudes liées à l'absence d'un abri antinucléaire⁹⁸.

Quelques éléments de la crise sont apparus à la télévision française : le journal télévisé de 20 heures, par exemple, a montré des images de la rencontre entre le président Kennedy et Andreï Gromyko. La confrontation entre Adlai Stevenson et Valerian Zorin lors de la session du 26 octobre du Conseil de sécurité de l'ONU a aussi été diffusée⁹⁹. Dans l'ensemble, cependant, rien de tout cela n'a transmis un niveau significatif de peur ou de conscience du danger dans le contexte de l'époque. Une étude sur les séquences de l'actualité mondiale diffusées dans les salles de cinéma françaises à l'époque, *Regards sur le monde*, suggère fortement cette absence de peur. La Crise n'apparaît que le 31 octobre 1962, soit dix jours après le discours de Kennedy et plus de deux semaines après le début des craintes américaines à l'égard des missiles à Cuba. Cette séquence de trois minutes

⁹⁷ Joëlle Beurier, « Passions françaises et culture de Guerre froide », in Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings (dir.), *La guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 213-236. La Crise a bénéficié d'un plus long article que les autres événements, dont quelques titres mentionnant la possibilité d'une guerre. Cependant, Joëlle Beurier note que le lexique et l'iconographie utilisés minimisent le danger.

⁹⁸ Maurice Vaisse, « Avant-propos » in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba*, *op. cit.*, p. 9. C'est la preuve qu'à ce moment précis, pour les Français, la crise est uniquement américano-soviétique et qu'ils ne sont pas impliqués. Maurice Vaisse, « Une hirondelle ne fait pas le printemps », in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba*, *op. cit.*, p. 89 ; interview de Maurice Vaisse, Paris, 27 août 2013. La politique intérieure française de l'époque se concentrait sur des points de convergence intense qui détournaient facilement l'attention de la Crise : l'Algérie, département français depuis 1830, était devenue indépendante le 18 mars 1962, soit quelques mois auparavant. Le 28 octobre, au milieu de la crise, un référendum sur l'élection du président de la République française au suffrage universel direct devait avoir lieu. Un échec à ce référendum aurait signifié la fin de la présidence de Charles de Gaulle, après quatre années au pouvoir et seulement quelques mois après avoir survécu à une tentative d'assassinat. En conséquence, le discours du secrétaire américain à la Défense McNamara sur le passage à une réponse flexible a plus d'impact sur le débat français que la Crise. Cela reflète en grande partie la peur d'une guerre conventionnelle en Europe et une peur centrée sur Berlin.

⁹⁹ Disponible sur : <http://www.ina.fr/video/CAF97049141/rencontre-gromyko-kennedy-video-html>; (<http://www.ina.fr/video/CAF97027208/conseil-de-securite-video.html>); <http://www.ina.fr/video/CAF97027010/depart-u-thant-pour-la-havane-video.html> [consultés le 2 décembre 2018].

et demie mettait l'accent sur le contrôle dans le commentaire : « tout était possible, puis le miracle de la sagesse et de la fermeté eut raison de la fatalité des dangers en chaîne ». Il est intéressant de relever que l'ordre dans lequel les séquences du journal télévisé ont été présentées cette semaine-là n'a pas été modifié pour refléter un danger particulièrement grave¹⁰⁰.

De même, le principal organe de presse sur les questions militaires en France, *la Revue de Défense nationale*, comportait quelques colonnes qui s'inquiétaient du commerce d'armes croissant entre Cuba et l'Union soviétique, mais il n'a publié rien de particulier sur la Crise elle-même avant 1963. Ceci est d'autant plus surprenant que deux articles publiés plus tôt en 1962 dans cette même revue discutent du risque d'escalade involontaire¹⁰¹.

L'éminent stratège français, le général Pierre-Marie Gallois estimait que la situation n'était pas grave, s'appuyant sur les informations qu'il obtenait de la part de ses contacts militaires de l'OTAN, qui ne se sentaient pas « au bord du gouffre »¹⁰². Pierre Hassner, alors proche collaborateur de l'important stratège français Raymond Aron, a souligné le contraste entre l'indifférence française et l'inquiétude britannique en attente de la fin du monde¹⁰³.

Alors que de nombreux intellectuels français, en particulier Albert Camus et Jean-Paul Sartre, avaient pris position très tôt après Hiroshima sur l'arme nucléaire, l'intelligentsia française était ostensiblement silencieuse pendant la Crise¹⁰⁴. Bien sûr, il faut garder à l'esprit que Camus est décédé avant la Crise, en janvier 1960. Mais Sartre, André Malraux, Simone de Beauvoir et l'éminent intellectuel catholique François Mauriac semblent être restés complètement silencieux au sujet de la Crise¹⁰⁵. Aucune

¹⁰⁰ Disponible sur : <http://www.ina.fr/video/AFE86003852> (consulté le 2 décembre 2018).

¹⁰¹ Claude Delmas, « Réflexions sur la guerre », *Revue de Défense Nationale*, juillet 1962, notamment p. 1186 et Colonel de Saint Germain in *Revue de Défense Nationale*, 205, août/septembre 1962, p. 1352, 1355. Jacques Vernant a écrit brièvement à propos de cela en 1963 comme un jeu : Jacques Vernant, *Le jeu diplomatique à l'âge nucléaire*, 1963, p. 862-868.

¹⁰² Christian Malis, *Pierre Marie Gallois : Géopolitique, Histoire, Stratégie*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2009.

¹⁰³ Entretien avec Pierre Hassner, Paris, 9 décembre 2013.

¹⁰⁴ Voir l'éditorial d'Albert Camus dans *Combat* publié le 8 août 1945 ; Simone Debout, « Sartre et Camus face à Hiroshima », *Esprit*, vol. 239, n° 1, 1998 ; Annie Kramer, « À l'aube de l'âge atomique 'entre l'enfer et la raison' », CISAC Honors thesis, Stanford University, 2013.

¹⁰⁵ Il n'y a rien à ce sujet dans le *Dictionnaire André Malraux* édité par Charles-Louis Foulon, Jeanine Mossuz-Lavau, et Michael de Saint-Cheron, Paris, CNRS éditions, 2011. Le volume de correspondance publiée par Simone de Beauvoir qui couvre les années 1940-1963 n'inclut aucune lettre datant de 1962. Simone de Beauvoir, *Lettre*

des revues publiées par l'élite intellectuelle française à l'automne 1962 n'a abordé le problème de la Crise. Il n'en est fait aucune mention dans *Les temps modernes*, *Esprit* ou *La revue des deux mondes*¹⁰⁶. La seule discussion significative a paru dans *l'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français. Sartre et Aragon y ont publié, le 25 octobre, un message de soutien au peuple cubain au nom de l'association France-Cuba. Néanmoins, cette déclaration ne fait aucune mention de la menace nucléaire¹⁰⁷.

Il est important de prendre en compte l'intimité qu'il y avait entre Charles de Gaulle et une partie de la population française. Beaucoup de Français écrivaient au président pour partager leurs espoirs et leurs craintes. En se penchant sur les correspondances des citoyens, des maires et des membres du clergé reçues par la présidence de la République en 1962, il est clair qu'aucune lettre n'exprime de peur ou ne demande des éclaircissements sur la situation nucléaire à Cuba¹⁰⁸. De même, aucune des cartes de meilleurs vœux pour l'année 1963 qui ont été conservées ne mentionne l'issue favorable d'une crise risquée et effrayante¹⁰⁹. En résumé,

à Sartre, *Volume II : 1940-1963*, Paris, NRF Gallimard, 1990. Ses biographes, Claude Francis et Fernande Gontier mentionnent ses visites à La Havane avec Sartre et ses impressions concernant Castro. Ils ne font cependant pas mention de la Crise. Claude Francis, Fernande Gontier, *Simone de Beauvoir*, Paris, Perrin, 2006 (orig. pub. 1985), p. 300-312 et 321-322. Le bloc-notes de Mauriac de l'année 1962 ne mentionne pas non plus la Crise. Sa correspondance de l'époque avec l'écrivain Jean Paulhan mentionne l'OAS – Organisation de l'armée secrète –, un groupe armé opposé à l'indépendance de l'Algérie – mais pas la Crise. Cela suggère la primauté de la politique intérieure dans la sphère intellectuelle française de l'époque. François Mauriac, *D'un bloc-notes à l'autre : 1952-1969*, Paris, Bartillat, 2004 et François Mauriac et Jean Paulhan, *Correspondance 1925-1967*, Bassac, Éditions Claire Paulhan, 2001, p. 345.

¹⁰⁶ Pour *Les temps modernes*, nous n'incluons évidemment pas octobre puisqu'il s'agit d'un double numéro. Dans *Esprit*, Stanley Hoffmann écrit un article à propos des relations franco-américaines, mais sur la période post Seconde Guerre mondiale.

¹⁰⁷ Nicolas Badalassi, *Pour Quelques Missiles de Plus*, Sarrebruck, éditions européennes, 2011, p. 140. Les seuls écrits de Sartre qui semblaient liés aux enjeux de sécurité nucléaire ont été également publiés un an avant la Crise, à l'époque de la « baie des cochons ». *L'express* (20 Avril 1961), p. 8, noté dans Denis Bertholet, *Sartre*, Paris, Plon, 2000, p. 434. Voir également p. 421-424, 430.

¹⁰⁸ Sur la connexion intime via la correspondance entre Charles de Gaulle et le public français et comment l'espoir et la peur en sont le noyau, voir Sudhir Hazareesingh, *Le mythe gaullien*, Paris, Gallimard, 2010, p. 119.

¹⁰⁹ Archives de la Présidence de la République française, Peyrefitte sur Seine, France, 5AG1/1322-1358. Bien sûr, l'échantillon que j'ai pu consulter n'était pas complet. Cependant, la présence de lettres agressives à l'égard de Charles de Gaulle, le blâmant pour le résultat de la guerre d'Algérie, suggère qu'il n'y a pas eu de retrait systématique de documents. De plus, la présence de correspondance avec des citoyens et avec les maires de France qui n'ont pas demandé ou reçu de réponse suggère que les expressions de peur n'ont pas été éliminées simplement parce que personne ne leur aurait répondu. Dans tous les cas, le type de lettre que nous cherchions n'aurait pas été particulièrement

une étude approfondie des sources suggère que l'expérience française de la Crise ignore le risque de guerre ou d'accident nucléaire et n'affiche pas le niveau de crainte attendu par les chercheurs en études de sécurité qui supposent que le potentiel destructeur suffit à produire un effet dissuasif.

Cette absence de crainte persiste dans les déclarations plus récentes des quelques personnalités publiques françaises qui ont exprimé leur interprétation de la Crise. En 2014, l'ambassadeur Gabriel Robin, un fonctionnaire français travaillant dans la délégation française à la Communauté économique européenne (CEE) à Bruxelles pendant la Crise, s'est souvenu de mots relatifs au danger encouru, mais pas de l'expérience : « On avait le sentiment d'être au bord du péril atomique ». Cependant, il a continué en disant que ce n'était « pas ses affaires » étant donné qu'il était en charge des relations économiques et cela ne perturbait pas son travail quotidien. Il a conclu par ces mots : « nous disions 'c'est effrayant' mais nous n'y avons pas vraiment pensé. » Il s'est également rappelé que le ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, est venu leur rendre visite pendant la Crise et qu'il n'était « pas affolé du tout »¹¹⁰. Cela est cohérent avec le télégramme que Couve a envoyé à tous les représentants de la France à l'étranger le 18 septembre 1962, un mois avant les tensions, dans lequel il écrit : « bien que l'idée soit constamment suggérée, il n'est dit nulle part expressément que, si les États-Unis intervenaient à Cuba, l'Union soviétique riposterait en déclenchant une guerre nucléaire »¹¹¹.

Le même sentiment d'indifférence et de méconnaissance du danger apparaît dans deux chapitres consacrés à la France et à l'OTAN dans *L'Europe et la crise des missiles de Cuba*, volume édité par Maurice Vaisse en 1993. Pierre Gallois écrit à propos de « l'hystérie américaine »¹¹² ajoutant que « mis à part les mouvements pacifistes les opinions publiques ne s'inquièrent que modérément »¹¹³. « Si les ménages firent quelques provisions, les gouvernements ne manifestèrent qu'une appréhension mesurée »¹¹⁴. Le futur président Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des

offensante ou facile à distinguer. Sudhir Hazareesingh avait déjà noté que des événements majeurs comme mai 1968 avaient généré une quantité étonnamment faible de correspondance de la part de la population française. Sudhir Hazareesingh, *Le mythe gaullien*, Paris, Gallimard, p. 119. Par conséquent, il est plausible que le silence de la correspondance disponible confirme notre argument.

¹¹⁰ Entretien téléphonique avec Gabriel Robin, 17 juillet 2014.

¹¹¹ Commission de publication des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français 1962* tome 2, 1^{er} juillet-31 décembre, Paris, Imprimerie Nationale, 1999, p. 222.

¹¹² Pierre Marie Gallois, « Les conséquences de la crise de Cuba sur l'alliance », in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de de Cuba*, op. cit., p. 172.

¹¹³ *Ibid.*, p. 171 (notre traduction).

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 171 (notre traduction).

Finances âgé de 36 ans, rencontrait le général de Gaulle au moins une ou deux fois par semaine. Il va jusqu'à dire dans un livre d'entretiens en 2000 que c'était un temps d'insouciance et « la période la plus heureuse de sa vie »¹¹⁵. Apparemment, il n'avait aucun souvenir d'une peur existentielle.

Fait encore plus intéressant pour la question qui nous occupe, aucun intellectuel, chercheur ou stratège français majeur n'a changé d'avis sur la signification de la Crise au cours des cinquante-cinq années suivantes, et cela en dépit des découvertes convaincantes qui ont été faites : le débat sur la question de savoir si les Cubains avaient l'autorité de lancer les armes nucléaires tactiques qui se trouvaient à Cuba, les cas d'explosions nucléaires évitées de justesse (*close calls*) révélés par les conférences d'histoire orale des années 1980 et 1990, Sagan en 1993 et Dobbs en 2008. Gabriel Robin a offert une interprétation révisionniste des causes de la Crise et de sa résolution, mais son livre a été ignoré par chercheurs et décideurs¹¹⁶.

Raymond Aron est mort avant les révélations majeures des années 1990, cependant il a prêté son autorité à un récit persistant de contrôle et de sous-estimation du danger de la Crise¹¹⁷. En 1976, il écrivait que « l'épisode le plus spectaculaire de la guerre froide, la confrontation directe de deux puissances nucléaires [...] n'exclut nullement une interprétation conforme aux concepts de la diplomatie classique »¹¹⁸. Dans une interview télévisée de 1980 avec Dominique Wolton et Jean-Louis Missika, Aron a estimé que : « Même la crise cubaine de 1962 n'a pas vraiment été une urgence nucléaire »¹¹⁹.

Pendant la plus grande partie de sa vie, le général Gallois, l'adversaire intellectuel de Aron dans le prétendu « grand débat » sur la stratégie nucléaire française au début des années 1960, ne pensait pas que la Crise

¹¹⁵ Valéry Giscard d'Estaing, *Mémoire vivante : Entretien avec Agathe Fourniaud*, Paris, Flammarion, 2001, p. 100, 111 (notre traduction).

¹¹⁶ La littérature limitée en français sur le thème le cite, mais n'engage pas le débat. Gabriel Robin a informé l'auteur que les idées de son livre étaient soit ignorées soit rapidement négligées par ses collègues du service diplomatique français. Entretien téléphonique avec Gabriel Robin, 17 juillet 2014.

¹¹⁷ Georges-Henri Soutou, « Raymond Aron et la crise de Cuba », in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba, op. cit.* Georges-Henri Soutou note que Aron a changé d'avis sur le théâtre de l'armement nucléaire en Europe à cause de la Crise des missiles de Cuba.

¹¹⁸ Raymond Aron, *Penser la guerre : Clausewitz, Volume II : l'âge planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, p. 147. Voir aussi p. 146.

¹¹⁹ Raymond Aron, *Thinking Politically*, trad. James et Marie McIntosh, Londres, Transaction Publishers, 1997, p. 184 (notre traduction). Dans ses *Mémoires*, il traite la Crise seulement par la reproduction d'un paragraphe d'une lettre qu'il avait reçue de Carl Schmitt le félicitant pour son analyse. Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 456. Cette section n'apparaît pas dans la traduction anglaise des *Mémoires* de Raymond Aron par George Holoch, New York, Holmes & Meier, 1990.

méritait d'être mentionnée. Pour lui, l'évolution et le résultat de la Crise n'étaient que des preuves supplémentaires que les armes nucléaires créaient une rationalité partagée. Et cela même lorsqu'il s'agissait d'ennemis comme l'Union soviétique. Gallois estimait que la Crise n'était pas menaçante parce que son évolution progressive a conduit à l'alerte officielle des forces nucléaires stratégiques qui à leur tour ont forcé les deux grandes puissances à négocier. « La surprise était impossible »¹²⁰. Cela a été une interprétation cohérente au fil des années de la part de Gallois, qui n'a jamais considéré la Crise comme une « crise nucléaire »¹²¹. C'est le cas même si ses archives montrent qu'il a été exposé à la littérature sur l'utilisation accidentelle d'armes nucléaires et la guerre nucléaire par inadvertance¹²².

Un troisième stratège nucléaire français incontournable, André Beaufre, a donné un entretien révélateur en 1971, dans lequel il considère explicitement la guerre nucléaire comme impossible parce que la dynamique nucléaire est parfaitement prévisible et contrôlable. Lorsqu'on lui a demandé s'il croyait au risque d'une guerre nucléaire totale, il a répondu :

Au niveau nucléaire on peut, avec des instruments de mesure, calculer exactement ce que représentera la guerre. On ne pouvait pas le faire avec des moyens microscopiques tels que le pistolet, la mitrailleuse ou même le canon. L'erreur et le rêve étaient permis. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. On travaille dans quelque chose qui est infiniment calculable et l'on sait à l'avance quels seront les résultats. Les hommes ne feront pas certaines choses parce qu'ils ne sont pas fous. S'ils cherchent à obtenir des résultats, ils cherchent à les obtenir au moindre prix. C'est une des lois de l'activité humaine. Par conséquent, je ne crois pas à la grande catastrophe ni à la mort atomique.¹²³

¹²⁰ Pierre-Marie Gallois, « À quoi sert la stratégie ? Entretien avec Alain-Gérard Slama à propos du livre d'Edward Luttwak *Le Paradoxe de la stratégie* », *Le Figaro* (30 mars 1989), p. 35.

¹²¹ Pierre-Marie Gallois, « Risques d'escalade au niveau nucléaire », *Revue de Défense Nationale*, novembre 1980, p. 6170 ; Christian Malis, *Pierre-Marie Gallois*, p. 471 ; correspondance avec le général Claude Le Borgne, 14 décembre 2013. Selon les souvenirs de son fils, Gallois n'a jamais mentionné la crise des missiles de Cuba lors de ses conversations avec sa famille. S'il avait pensé qu'il y avait une sérieuse menace de guerre nucléaire, il en aurait probablement fait part à sa famille. Entretien avec Philippe Gallois, 13 mars 2013.

¹²² On trouve dans la documentation qu'il avait conservée, un article du *Monde* daté du 20 février 1960 où figure un encart sur la page 2, avec comme titre « Éviter une guerre déclenchée par erreur de calcul ». Archives de Pierre-Marie Gallois, 30Z 37602/1, Service Historique de la Défense, Vincennes. Il est révélateur que Gallois ait choisi de découper cet article du journal et de le conserver.

¹²³ Jean Offredo, « Interview avec André Beaufre et Gilles Martinet, "La guerre atomique est-elle possible ?" », in Jean Offredo (dir.), *Le sens du futur*, Paris, Éditions Universitaires, 1971, p. 110.

Étonnamment, et très révélateur pour l'argument de cet article, cette opinion est partagée par un opposant de longue date aux armes nucléaires, le général Claude Le Borgne. Il décrit la Crise comme « une sorte de psychodrame que les deux grands chefs d'État, alors nucléaires débutants, ont joué pour leur propre éducation »¹²⁴. Il ajoute que « le fait que l'opinion publique ait vu le monde au bord de la guerre est une autre question, un point discutable »¹²⁵. D'une certaine manière, cette effrayante absence de peur pendant la Crise a conduit à la fois les partisans conservateurs de la théorie de la dissuasion rationnelle et les anticolonialistes radicaux à adopter un récit basé sur l'illusion rétrospective de sécurité et de contrôle¹²⁶.

Même les directives officielles du ministère français de l'Éducation concernant l'enseignement de cet épisode au collège et au lycée perpétuent cette illusion rétrospective de contrôle, compatible avec une expérience de l'événement dépourvue de peur¹²⁷. L'enseignement de la Crise n'est plus mentionné dans le programme officiel des années d'école obligatoire. Il a disparu des lignes directrices pour les 11 à 15 ans depuis 2013 et la Crise n'apparaît pas dans la liste des 43 repères historiques du troisième millénaire avant Jésus-Christ à aujourd'hui que les étudiants doivent maîtriser à la fin du collège (scolarité obligatoire)¹²⁸. Pour le reste de l'école secondaire (lycée), les recommandations suggèrent que la Crise permet à l'enseignant : « d'insister [...] sur le poids de la dissuasion et sur la volonté des pays d'éviter une confrontation directe »¹²⁹.

En somme, étudier l'expérience française de la Crise et les discours à son sujet, issus des milieux intellectuels, universitaires, des officiers et des officiels de l'Éducation nationale, montre une absence de peur qui

¹²⁴ Très tôt, le stratège Alain Joxe émet la même conclusion dans son essai de 1964 intitulé *La crise de Cuba*.

¹²⁵ Correspondance avec le général Claude Le Borgne, 14 décembre 2013.

¹²⁶ Voir, par exemple, l'éditorial intitulé « La crise cubaine », *Socialisme ou Barbarie*, mars-mai 1963, p. 80-82.

¹²⁷ Une exception serait un manuel révisé par Gabriel Robin en 1984, qui affirme que « la crise semble conduire le monde au bord de la Troisième Guerre mondiale », cité dans Robin, *La crise de Cuba, op. cit.*, p. 1.

¹²⁸ « Conseil supérieur des programmes, projets programmes pour les cycles », 2-4 septembre 2015, p. 301, disponible sur : http://cache.media.education.gouv.fr/file/09_-septembre/22/9/programmes_cycles_2_3_4_469229.pdf consulté le 16 mai 2016 ; « Bulletin Officiel 42 » (Novembre 2013), disponible sur : http://cache.media.education.gouv.fr/file/42/56/7/4776_annexe1_280567.pdf (consulté le 16 mai 2016), p. 7-8. Il est intéressant de relever que l'histoire nucléaire n'apparaît pas du tout.

¹²⁹ Ressources pour des professeurs de lycées techniques et généraux, classes de 1^{er}, disponible sur : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/70/4/LYceeGT_Ressources_Hist_1_05_GuerreFRConflictualites_184704/pdf. Exactement les mêmes instructions étaient présentes en 2010 et se retrouvent pour les séries L et ES en 2015. Merci à Yannick Pincé pour m'avoir dirigé vers ces documents.

s'est traduite au fil du temps par un récit de contrôle. Cette témérité relative contraste à la fois avec les hypothèses implicites qui existent dans les milieux politiques quant à une compréhension partagée de la Crise et avec les postulats des universitaires spécialisés dans les études de sécurité qui sont convaincus par la terreur induite par la capacité destructrice des armes nucléaires.

Conclusion

La prise de conscience des limites de la connaissance et du contrôle des armes nucléaires est cruciale pour la précision historique et pour l'apprentissage nucléaire ; elle est également essentielle comme point de départ d'un débat politique fructueux sur les armes nucléaires qui inclurait des préoccupations stratégiques, éthiques et politiques.

Cette prise de conscience est d'autant plus importante que l'excès de confiance est une cause de danger accru. Il est donc essentiel de tirer des enseignements de la crise des missiles de Cuba, car, au cours des trente dernières années, les analystes ont découvert qu'il s'agissait de l'un des événements les plus dangereux de l'ère nucléaire dont l'issue pacifique repose en partie sur la chance et qu'auparavant ils ont été trop confiants dans la capacité de la bonne gestion à expliquer cette issue pacifique. Afin de comprendre la construction d'une telle confiance, nous avons accepté l'idée que l'apprentissage se produisait principalement au niveau national et nous sommes consacrés au cas français, dans une perspective comparée. Nous avons d'abord mis en évidence le fait que ces recherches n'ont pas été réfutées de manière adéquate et que ceux qui ne prennent pas ces éléments au sérieux le font via des incohérences épistémologiques ou pratiques. Le rejet de la pensée contrefactuelle comme une pratique de recherche légitime est une autre façon de rendre ces résultats invisibles sans avoir à les réfuter. Enfin, nous avons utilisé l'exemple français pour montrer qu'une expérience et une mémoire officielle de la Crise qui ne reposent pas sur la peur alimentent au fil du temps un excès de confiance en la sûreté, la contrôlabilité et la prévisibilité des crises nucléaires. Les élites et les populations américaines et britanniques ne comprenaient pas toute l'étendue des dangers de l'époque, mais, contrairement aux Français, elles éprouvaient certainement de la peur. Ces facteurs *idéationnels* et disciplinaires seraient suffisants pour éviter que le problème ne devienne une question d'intérêt public en France ; ils invitent également à une recherche responsable sur le nucléaire pour résoudre ce problème sans attendre un changement structurel ou politique. Cela ouvre trois voies de recherche.

Premièrement, les spécialistes des sciences sociales ne peuvent laisser Fidel Castro emmener l'insoutenable légèreté de la chance avec lui dans la

tombe. Suite aux efforts des psychologues cognitifs pour découvrir notre tendance à nier rétrospectivement l'importance de la chance, une exploration plus poussée de la politique de la chance et comment la distinction entre risque et incertitude (entendue comme incontrôlabilité et inconnaisabilité des limites du possible) a été brouillée serait une première étape cruciale vers une reconceptualisation du contrôle nucléaire, une reconceptualisation qui placerait la chance au cœur de l'action politique et éthique, du pouvoir et de la responsabilité au fil du temps¹³⁰. Sur le plan empirique, cette approche impliquerait d'abord de traiter comme point de départ la question « À quel point nous étions proches d'une catastrophe nucléaire ? », et de se concentrer sur les voies susceptibles de conduire à la catastrophe plutôt que sur des tendances identifiées par le passé et dont on suppose qu'elles cadrent les futurs possibles.

Deuxièmement, les cas où l'on a été proche de l'utilisation de l'arme nucléaire doivent être requalifiés comme des événements qui méritent d'être étudiés¹³¹. Les spécialistes de l'histoire diplomatique et les spécialistes des études de sécurité pourraient unir leurs forces de manière fructueuse indépendamment de leurs points de vue sur la valeur de la méthode contrefactuelle. En effet, nous avons besoin de plus de recherches sur l'histoire des États dotés d'armes nucléaires à la fois pour découvrir des sources primaires sur les antécédents de sécurité et de sûreté des arsenaux nucléaires, mais aussi pour permettre une réflexion contrefactuelle rigoureuse, allant au-delà d'une pensée en termes de risque¹³². Des his-

¹³⁰ Kahneman, *Thinking Fast and Slow*, *op. cit.*, part III ; « Taking uncertainty seriously » ; Brian Rathbun, « Uncertain about uncertainty ; Understanding the multiple meanings of a crucial concept in International Relations theory », *International Studies Quarterly*, vol. 51 (2007) ; Pelopidas, « We all lost the Cuban Missile Crisis » et « The book that leaves nothing to chance » ; Pelopidas, « Nuclear weapons scholarship » ; La notion de pouvoir protéiforme (*protean power*) comme opposé au pouvoir par le contrôle accompli déjà une partie de cet agenda de recherche eu égard au concept de puissance, et suite à ses efforts pour saisir la confusion entre incertitude et risque. Voir Peter Katzenstein, Stephen Nelson, « Uncertainty, risk, and the financial crisis of 2008 », *International Organization*, vol. 68, n° 2, 2014 et Peter Katzenstein, Lucia Seybert (dir.), *Protean Power. Exploring the uncertain and the unexpected in world politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

¹³¹ Les premières tentatives seraient Patricia Lewis, Heather Williams, Benoit Pelopidas, Sasan Aghlani, *Too Close for Comfort : Cases of Near Nuclear Use and Options for Policy*, Londres, Chatham House, 2014 et Gordon Barrass, « Able Archer 83 : What were the Soviets thinking ? », *Survival*, vol. 58, n° 6, 2016.

¹³² Ceci est d'autant plus important que l'article 17/L.213-2. II de la loi 2008-696 sur les archives votée le 15 juillet 2008 contraint la communication des archives relatives à l'histoire nucléaire. Il est disponible sur : https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=025DCB092EAA198A6EA37986D4516BC0.tpdila10v_3?idArticle=JORFARTI000019198568&cidTexte=JORFTEXT000019198529&dateTexte=29990101&categorieLien=id (consulté le 2 décembre 2018). Concernant

toires orales critiques comparées sur les alertes nucléaires aideraient également à légitimer les limites du contrôle sur les armes nucléaires en tant qu'objet d'intérêt scientifique. Une telle approche permettrait également de s'attaquer directement au problème scientifique de la dépendance et de l'approbation inconditionnelle des témoignages des anciens décideurs et en même temps de répondre aux problèmes politiques qui résultent d'hypothèses erronées produites par une expérience partagée et par l'interprétation d'événements comme la Crise¹³³. La dimension empirique de cet article n'est qu'un premier pas dans cette direction¹³⁴. Ce programme de recherche permet aux analystes de commencer à travailler contre cet excès de confiance sans attendre des réformes structurelles ou institutionnelles et il suggère également qu'ils ont la responsabilité de le faire.

Troisièmement, il est crucial dans les études de sécurité de réaffirmer la construction socio-historique de la valeur des systèmes d'armes nucléaires au lieu de perpétuer l'hypothèse répandue selon laquelle la capacité destructrice des armes nucléaires déclenche une peur adéquate, qui à son tour initie un processus d'apprentissage suffisant à faire fonctionner la dissuasion existentielle en tout contexte. Si les décideurs français avaient effectivement ressenti une peur adéquate à l'époque de la Crise, mais n'en ont laissé aucune preuve, les affirmations de cet article resteraient valables : cette absence de preuve serait seulement une preuve de plus des œillères qu'implique le rejet de la pensée contrefactuelle ; quoi qu'il en soit, et quelles que soient les pensées inexprimées des décideurs de l'époque, leur comportement public téméraire a des conséquences sur les générations de dirigeants suivantes. Des preuves éventuelles de doutes que les hommes d'État n'auraient formulés qu'en privé mettent en évidence la nécessité de reconnecter l'étude des armes nucléaires avec la théorie de la démocratie et avec la question du droit des citoyens à savoir.¹³⁵ Identifier les effets du rejet de la pensée contrefactuelle et documenter les diverses expériences et commémorations du danger nucléaire en tant que composantes d'un processus d'assignation de valeur aux armes nucléaires sont des moyens de comprendre et de contrer l'excès de confiance dans leur contrôle. Ceci est crucial pour l'apprentissage politique, car la coexistence de cette *diversité*

ce point voir Maurice Vaisse, « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, 262, 2011, p. 3-8.

¹³³ Sur la dimension intéressée des mémoires de tous les membres du comité exécutif de conseil au président Kennedy (Excomm), voir Stern, *The Cuban Missile Crisis in American Memory*.

¹³⁴ Voir Pelopidas, « Remembering the Cuban Missile Crisis, with Humility », European Leadership Network, 11 novembre 2014 et Pelopidas, *Global Nuclear Vulnerability*, en cours d'évaluation.

¹³⁵ Cf. Pelopidas, « Quelle(s) révolution(s) nucléaire(s) ? », art. cité et la conclusion de ce volume.

de mémoires alliée à l'illusion rétrospective de *l'unanimité* et du contrôle donne une résonance troublante à l'affirmation de Peter Sloterdijk : « la seule catastrophe qui paraît claire à tous serait la catastrophe à laquelle personne ne survit ».¹³⁶

¹³⁶ Peter Sloterdijk, *La mobilisation infinie : Pour une critique de la cinétique politique*, Paris, Christian Bourgeois, 2000, p. 108.